



HAL
open science

L'appropriation du processus de paix par la société civile locale et expatriée dans le cadre de la guerre au Yémen

Lena Denys

► **To cite this version:**

Lena Denys. L'appropriation du processus de paix par la société civile locale et expatriée dans le cadre de la guerre au Yémen. Géographie. 2023. dumas-04225452

HAL Id: dumas-04225452

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-04225452>

Submitted on 2 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

MÉMOIRE

présenté en vue d'obtenir

Master 1 Géopolitique

L'appropriation du processus de paix par la société civile locale et expatriée dans le cadre de la guerre au Yémen

Lena DENYS

Sous la direction de : **Mme. Manon-Nour TANNOUS**, maîtresse de conférences en science politique à l'université de Reims-Champagne-Ardenne, chercheuse associée au centre Thucydide

Et la co-direction : **M. Roman STADNICKI**, maître de conférences "hors classe" au département de Géographie de Tours, chercheur à l'UMR CITERES, chercheur associé au Centre Français de Recherche sur la Péninsule Arabique

JURY

PRÉSIDENT :	Mme. Manon-Nour TANNOUS	Maîtresse de conférences
MEMBRES :	M. Roman STADNICKI	Maître de conférence
	M. François BOST	Professeur de géographie économique et industrielle

Soutenu le 30 mai 2023

Remerciements

Je voudrais tout d'abord remercier mes encadrants, Mme. Tannous et M. Stadnicki sans qui ce travail de recherche n'aurait pu voir le jour. Votre accompagnement tout au long de cette année m'a permis de mettre un pied dans le monde de la recherche.

Ce travail n'aurait pas abouti sans les chercheurs qui m'ont aidé à rendre ce sujet réalisable ni sans toutes les personnes qui ont accepté de répondre à mes questions. Je remercie les organisations, les activistes, les femmes et les hommes du quotidien qui m'ont accordé leur temps et ont accepté de participer à ce travail. Toutes les petites contributions à ce travail ont permis de former ce tout.

C'est à mon tour de remercier toutes les personnes encore au Yémen ou expatriées qui m'ont fait confiance pour raconter leur histoire, j'espère avoir été à la hauteur de leur attente, je vous remercie pour votre bienveillance et votre accueil.

Enfin je suis reconnaissante envers l'IFPO et les autres organismes que j'ai rencontré pour poursuivre ces recherches à l'avenir et envers les relecteurs, les amis et les proches qui m'ont soutenu dans ce travail.

Résumé

La situation du Yémen est un sujet clivant en géopolitique par les imbrications d'échelles et les chevauchements de chronologie entre guerre et paix. En se fondant sur l'hypothèse que la population yéménite n'est pas uniquement victime de la guerre mais aussi artisane de la paix, nous avons pu observer que dès lors que la société civile devient une sphère publique, plus inclusive que nos acceptions occidentales, des initiatives entrent directement dans le cadre du processus de paix. En mêlant enquêtes, entretiens semi-directifs et lectures de travaux antérieurs, nous avons remarqué qu'une large proportion de la société civile yéménite s'investit dans ce domaine, pourtant exclusif à la communauté internationale. La population est en fait même vitale pour ce processus malgré l'invisibilisation qu'elle subit. De multiples acteurs font preuve d'agentivité dans le cadre de ce processus de paix, cela à l'échelle du village ou de la communauté et ainsi renversent les logiques de la guerre au profit d'une recherche de paix.

Mots-clefs : processus de paix, société civile, échelle locale, Yémen, agentivité...

Abstract

The situation in Yemen is a divisive subject in geopolitics because of the overlapping scales and chronology between war and peace. Based on the hypothesis that the Yemeni population is not only a victim of war but also a peacemaker, we have observed that as soon as civil society becomes a public sphere, more inclusive than our Western understanding, initiatives enter directly into the peace process. Through a combination of surveys, semi-structured interviews and readings of previous works, we have noticed that a large proportion of Yemeni civil society is involved in this field, which is exclusive to the international community. The population is in fact vital to this process despite the invisibilisation it suffers. A wide range of actors are demonstrating their agentivity in this peace process, at the village or community level, and are thus reversing the logic of war in favour of a search for peace.

Keywords : peace process, civil society, local level, Yemen, agency...

INTRODUCTION

La notion de « perdants de l'histoire »¹ a été proposée par Laurent Bonnefoy pour évoquer les prémisses de la guerre yéménite. Cette notion désigne ceux que la répression du gouvernement de Saleh a particulièrement touchés et qui sont aujourd'hui au cœur de la guerre, à savoir le groupe des Houthis. Or, la guerre semble avoir produit de nouveaux « perdants de l'histoire » : la majorité de la population yéménite qui souffre de cette guerre depuis 2014.

Le Yémen est en proie à une situation apparentée par la communauté internationale à la pire crise humanitaire du monde. La guerre aurait engendré la mort d'environ 380 000 personnes selon un rapport onusien datant de novembre 2021 ainsi que le déplacement et la migration de 14 millions de personnes depuis 2015. Or, l'étude de l'agency de la société yéménite permet de nuancer la vision d'une population victime de la guerre. L'agentivité est issue des théories de Butler² et de sa manière de penser le genre. Cette notion concerne la capacité d'agir, de se conformer mais aussi celle de résister, de jouer et de déjouer, de transformer et peut être étudiée au prisme de la société civile yéménite. Les initiatives locales menées par la société civile yéménite doivent en creux permettre de ne pas faire de la population yéménite la perdante de la guerre³.

Il s'agit donc de travailler sur l'appropriation du processus de paix par la société civile locale et expatriée dans le cadre de la guerre yéménite.

La notion de société civile n'a pas la même traduction au Yémen qu'en occident : il existe un fossé entre les idées occidentales de la société civile et les réalités locales de ce pays touché par la guerre. À ce titre, nous pouvons citer les travaux théoriques de Sarah Ben Nefissa qui a, antérieurement à la guerre, cherché à définir et à cerner la société civile yéménite, ses spécificités avec l'héritage tribal⁴ encore très présent et ses évolutions⁵. Son travail a révélé que le principal obstacle à l'avènement d'une société civile au Yémen d'avant 2014 est la persistance de la ruralité et la difficulté à penser les échanges entre ville et campagne. Ces facteurs entretiennent l'importance des « solidarités mécaniques »⁶ qui s'opposent aux « solidarités organiques » permettant de structurer la société civile. A l'époque de cet ouvrage, le Yémen semblait être sur le chemin de la constitution d'une société civile.

1 Burgat, François, Laurent, Bonnefoy. « Le Yémen : entre intégration politique et spirale de la (contre-)violence ». 2008.

2 Butler, Judith Pamela, Nordmann, Charlotte, « Ces corps qui comptent : de la matérialité et des limites discursives du sexe ». Éd. Amsterdam, 2009.

3 Entretien réalisé le 16 mars 2023 avec un chercheur français

4 Société existante avant d'avènement de l'État qui fonctionne à partir d'une organisation en tribu qui obéit à un chef : les liens de sociabilités et de hiérarchie n'y sont pas les mêmes

5 Grabundzija, Maggy, et al.. *Société civile, associations et pouvoir local au Yémen : Actes de la Table Ronde « Société civile, citoyenneté et pouvoir local »*, Sanaa, 1-3 juillet 2006. Centre français de recherche de la péninsule Arabique.

6 Durkheim, Émile, et Serge Paugam. *De la division du travail social*. Nouvelle éd., Presses universitaires de France, 2013.

Selon la définition occidentale, il s'agit d'une sphère organisée existante en dehors du gouvernement ou du secteur privé. Ce qui caractérise cette société civile est son caractère organisé et son détachement de l'État. Or dans le Yémen en guerre, les initiatives de la société civile sont régulièrement anarchiques, elles doivent combler des lacunes étatiques et les organisations travaillent de concert avec « l'État ». Larry Diamond⁷ définit la société civile comme « un domaine de la vie sociale organisée qui se fonde sur le volontariat, la spontanéité, l'autonomie vis-à-vis de l'État, et qui est lié par un ordre légal ou un ensemble de règles communes. Elle rassemble des citoyens qui agissent collectivement dans un espace public pour exprimer leurs intérêts ». La société civile permet de débattre sur les différences et problèmes sociaux ou politiques. Dans la société yéménite, tous les acteurs plus ou moins inclus dans un univers associatif peuvent être reliés à la « société civile ». La guerre entraîne des incursions de la société civile dans les affaires politiques. Plus précisément, la société civile yéménite est une réalité faite d'initiatives locales et de quartier, allant de la bienfaisance au *business*, par le biais de comités locaux, mais aussi sous l'égide de communautés tribales et de personnalités religieuses, dans des lieux traditionnels, ou dans les nouveaux espaces de sociabilité. Le cas du Yémen est révélateur d'une capacité d'agir décuplée en réaction à la guerre : les citoyens deviennent des acteurs à leur échelle et sont ainsi membres de la société civile. Il ne faut pas se limiter strictement à un ensemble d'associations non-gouvernementales qui ressemblerait trop à la définition occidentale que l'on a de la société civile mais bien l'élargir à la sphère publique afin d'illustrer cette *agency* des Yéménites. Selon le cabinet yéménite⁸, la société civile est admise en septembre 2013 comme étant « établie ou en cours d'établissement par des citoyens [...], et visant à contribuer au bien public, à transmettre les préoccupations et les valeurs de leurs communautés sur la base de critères éthiques, culturels, politiques et religieux ou considérations caritatives ; ne cherchant pas le profit et n'acquérant pas de pouvoir politique. ». Ici, il s'agira d'interroger une société civile élargie pour y intégrer les initiatives citoyennes aussi bien locales qu'entreprises par la diaspora yéménite.

Dans le cas yéménite, une partie de cette société civile se rassemble autour du processus de paix. Le concept de processus de paix n'a pas de définition immuable et vient de la manière dont l'Organisation des Nations Unies gère les différentes crises mondiales. Il rassemble une série d'étapes, appliquées sur le temps long, parmi lesquelles l'imposition de la paix, le maintien de la paix, sa durabilité, la reconstruction physique des territoires touchés mais aussi la résorption des lignes de fractures qui ont entraîné la guerre. Le processus de paix ne se limite donc pas à un accord politique passé entre les

7 Diamond, Larry Jay. « Toward Democratic Consolidation ». *Journal of Democracy*, vol. 5, n° 3, 1994, p. 4-17

8 Qassim, Abdulkarim, Amin, Loay, Transfeld, Mareike, Strzelecka, Ewa, « The Role of Civil Society in Peacebuilding in Yemen »

parties rivales, chaperonnées par l'ONU, pour ensuite être imposé aux populations concernées. Au contraire, le processus de paix suppose l'investissement des populations qui doivent comprendre et porter les enjeux politiques, sociaux, économiques et culturels. Ce processus nécessite la mobilisation de tous les acteurs sociaux intermédiaires de la société civile donc ceux qui participent en premier lieu à la constitution – ou à la reconstruction – d'une identité nationale et d'une conscience collective pacifiste. Ce sont notamment des intellectuels, des chercheurs, des artistes, des ONG, des femmes et des hommes ordinaires qui sont rassemblés autour de valeurs et d'objectifs communs.

La crise yéménite est largement étudiée à l'échelle des États. Les chercheurs montrent les dynamiques en cours entre l'Arabie Saoudite et l'Iran dans le contexte d'une guerre par procuration ou conflit de proxy (Zbigniew Brzezinski désigne ainsi les théâtres de conflits lors de la guerre froide). De même, malgré la dénomination de « guerre civile yéménite » communément admise, des chercheurs soulignent que le conflit est désormais multiscalaire et internationalisé⁹. La guerre implique par exemple des puissances européennes à travers la vente d'armes à l'Arabie Saoudite (Ariane Lavrilleux, journaliste, 2022)¹⁰. Pour cela, la guerre impose de penser le Yémen au-delà du Yémen (Bonnefoy, chercheur, 2010). La littérature scientifique aussi bien en sciences sociales qu'en géographie sur ces échelles plus petites est prolifique et permet de comprendre les jeux d'alliances qui prennent place entre les différents acteurs étatiques.

À l'inverse, si l'on agrandit l'échelle et que l'on se concentre sur ce qui se déroule à l'intérieur du pays, les sources sont moins nombreuses, et cela pour des raisons évidentes d'un manque d'accès au terrain. Plusieurs chercheurs ont abordé la question de la crise yéménite mais peu du point de vue de la population ou des acteurs non-étatiques en adoptant une approche ras du sol. Franck Mermier, anthropologue, dans *Yémen. Écrire la guerre* (2018), montre l'émergence d'acteurs non-étatiques à travers l'essor d'une littérature qui tend en creux à dénoncer la guerre ainsi que l'abandon de la communauté internationale. Ces récits offrent une vision très réaliste du climat de tensions qui semble régner parmi la population yéménite. Les écrits produits par Laurent Bonnefoy, politologue, traitent également de ces questions d'échelles du conflit. Dans *Le Yémen, de l'Arabie heureuse à la guerre*, il met en perspective le déroulement de la guerre menée par des États belligérants et la manière dont la population et les acteurs non-étatiques réagissent face à ces conflits. Dans une récente conférence à l'IRREMO (2022), il affirme d'ailleurs la place importante de ces nouvelles voix yéménites dans le

9 Poirier, Marine, « De la formation de l'exopolitie à l'entretien de l'endopolitie. Le Yémen en guerre au prisme des circulations transnationales de ses élites politiques », 2022

10 Lavrilleux, Ariane. « Armement. Guerre au Yémen « made in France » ». *Orient XXI*, 29 septembre 2022.

conflit. L'anthropologue Helen Lackner, spécialiste du Yémen, traduit et écrit pour Orient XXI de nombreux articles qui donnent une parole à ces populations yéménites tout en expliquant la situation. De manière générale, les traductions d'auteurs yéménites par ce média permettent d'avoir un regard intérieur de la situation grâce à de réelles investigations faites par des personnes sur place, sur un terrain inaccessible à des chercheurs étrangers. Une manne de connaissances à propos de la guerre civile yéménite et de la situation des locaux provient aussi des organisations présentes ou agissant sur place. Ces rapports et articles fournissent des données utiles pour comprendre les dynamiques qui prennent place à l'intérieur du pays. De nombreuses recherches naissent également de l'émergence de Think Tanks implantés au Yémen (Yemen Policy Center et Sana'a Center). Ces groupes de chercheurs sont doublement intéressants : d'abord pour leurs écrits qui abordent la guerre du point de vue de l'intérieur mais aussi car il s'agit de nouveaux acteurs nés en réaction à la guerre. Les recherches du CARPO (Coopération de recherche sur la consolidation de la paix au Yémen) représentent une manne d'informations à ne pas négliger. Situé en Allemagne, les études de ce centre mettent en perspective le rôle que chaque acteur peut avoir dans le processus de paix. Le centre promeut une approche qui permet de réduire l'isolement des chercheurs yéménites, à l'origine des enquêtes de terrain, ainsi que l'inaccessibilité du Yémen à des chercheurs internationaux. Ses publications portent notamment sur le rôle de la jeunesse yéménite, des femmes, de la diaspora ou de la société civile dans le processus de paix. Marie-Christine Heinze, politologue et co-fondatrice du CARPO, a pu mettre en place ce projet grâce à des réseaux constitués avant 2014, ayant elle-même travaillé au Yémen et ayant établi des liens de sociabilité avec d'autres chercheurs et acteurs sur place.

En ce qui concerne les acteurs non-étatiques expatriés, Solenn Al Majali travaille sur les conditions d'accueil des Yéménites et des Somaliens expatriés en Jordanie. Dans un article¹¹ publié par le Sana'a Center en 2022, elle évoque les difficultés d'intégration en Jordanie en raison des politiques d'inclusion défavorables aux Yéménites. Elle effectue actuellement une thèse en anthropologie dont le sujet est « En marge dans un quartier populaire d'Amman. Exclusions et sociabilités des réfugiés somaliens et yéménites en Jordanie » et montre les réseaux qui se tissent entre les Yéménites expatriés en raison de la guerre tout en évoquant les freins à leur intégration. Toujours à propos des Yéménites expatriés, Mohammed Sharqawi, dans sa thèse de sociologie intitulée « Dire et faire communauté en diaspora. Le cas de l'immigration yéménite en Angleterre (1950-2015) », étudie le rôle de cette diaspora yéménite à Londres en montrant les liens qu'entretiennent ces personnes avec leur pays

11 Al-Majali, Solenn, « A Precarious Refuge: Yemeni Asylum-Seekers in Jordan ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 14 février 2022

d'origine. Les expatriés forment donc une catégorie d'acteurs non-étatiques à étudier lorsqu'on évoque le conflit yéménite : ils sont une conséquence du conflit mais aussi un acteur important pour la paix. Marine Poirier met en avant des « extérieurs » et des « intérieurs » dans ses travaux pour évoquer la circulation des élites yéménites et aborde la manière dont ces espaces interagissent dans le cadre de la guerre. L'extérieur et l'intérieur sont deux dimensions fondamentales du conflit et doivent être mis en réseau. Le dedans et le dehors s'articulent constamment lorsque l'on évoque les acteurs non-étatiques ce qui nous amène à étudier les liens qu'entretiennent les expatriés avec les personnes restés au Yémen, les réseaux qui se créent et les interactions entre ces acteurs.

Peu de chercheurs ont abordé directement l'appropriation du processus de paix par la société civile au Yémen, en raison d'abord d'un scepticisme sur la question. Pour beaucoup, le processus de paix est impulsé par le haut de la société mais aussi le manque de sources directes et l'inaccessibilité au terrain rendent ces études difficiles à mener. À travers ces chercheurs, on observe des lacunes en géographie et en géopolitique car tous se focalisent sur une approche sociologique ou politique. De fait, peu de chercheurs articulent ces dimensions inhérentes aux relations internationales avec une dimension spatiale. Aussi, l'influence de la *critical geopolitic*¹² sur la manière dont on interroge les échelles est importante. Grâce au passage à l'échelle locale, on produit un recentrage autour de nouveaux acteurs ce qui entraîne un intérêt pour l'étude ras du sol. Ce tournant actoriel de la géopolitique permet de s'émanciper d'une vision des dominants pour s'approcher du concept de double conscience¹³ : être conscient aussi bien du monde des dominés que du monde des dominants pour ne pas sombrer dans une vision pessimiste où la population civile n'a aucune capacité de réaction mais bien montrer que chacun possède une capacité d'agir face à ce monde des dominants.

En ce qui concerne la méthodologie, il est à noter que l'inaccessibilité du terrain a engendré des lacunes dans la compréhension de certaines dynamiques internes au conflit. Rien ne peut remplacer l'étude de terrain pour aborder un fonctionnement social dont les dynamiques nous échappent. Un terrain de recherche à Amman, en Jordanie, hub d'organisations et d'acteurs yéménites agissant pour le processus de paix, aurait permis de compléter les recherches effectuées en France mais cela n'a pas pu aboutir. Il a donc été nécessaire de pallier ces manques par des lectures d'enquêtes de terrain effectuées par des Yéménites sur place ou par des chercheurs ayant des contacts au Yémen. Ensuite, la mise en place

12 Concept forgé par Gearoid O' Tuathail dans *Critical geopolitics: the politics of writing global space* publié en 1996. Ce livre produit un bouleversement dans les objets d'étude de la géopolitique passant d'un intérêt pour l'État à d'autres acteurs dits « locaux » et à une analyse des discours tout en renversant les codes par la critique de la cartographie.

13 Du Bois, W. E. B. *The souls of Black folk*. Dover, 1994.

d'entretiens semi-directifs et de discussions avec de multiples acteurs et chercheurs a permis de compléter, de nuancer ou d'apporter aux lectures. Le bouche à oreille et les contacts intermédiaires ont été centraux pour approcher des acteurs officieux, dont les initiatives ne transparaissent pas dans les rapports. La communauté yéménite francophone appartient à cette catégorie d'acteurs, pourtant centraux, dont les initiatives sont peu médiatisées par la recherche ou les médias. Le bouche à oreille a également permis d'entrer en contact avec des activistes yéménites, dont le nom ne sera pas cité ici pour garantir leur sécurité, ainsi qu'avec des acteurs difficiles à contacter en raison de la fracture numérique et des barrières linguistiques. Ce travail intervient enfin à un moment charnière, l'Arabie Saoudite s'étant retiré du conflit début 2023. La situation est mouvante et cela rend complexe la linéarité de ces recherches. La coïncidence entre ce bouleversement et l'écriture de ce travail a amené à penser le rôle de l'actualité, à l'intégrer aux recherches sans remettre en question le corps du travail.

Dans quelle mesure la société civile locale et expatriée se saisit-elle d'une capacité d'agir pour faire face à la guerre civile yéménite lui permettant de s'approprier le processus de paix ?

La société civile yéménite n'est pas uniquement victime de la guerre mais bien actrice d'une situation qu'elle tente d'endiguer voire de renverser au profit d'un processus de paix. De ce fait, la société civile locale et expatriée devient un acteur pour la paix mais plus encore, elle produit un regard d'expertise en réaction à la guerre civile, ce qui est fondamental pour la comprendre. La société civile yéménite fait montre d'une capacité d'agir telle qu'elle a permis d'amorcer un processus de paix qui va à l'encontre des dynamiques de combat des belligérants. Il est enfin plus facile de s'approprier le processus de paix si on agit à distance du Yémen que pour la population civile locale.

Le but est de voir si cette société civile parvient réellement à participer à un processus de paix qui puisse défier la logique de la guerre civile. Il s'agit dans un premier temps d'étudier le processus de paix au prisme de cette société civile yéménite, dans sa définition locale, ayant pu être interrogée par le biais de recherches antérieures et par des entretiens que nous avons réalisés. Ensuite, il convient d'interroger les réseaux et les connexions créés par ces différents acteurs de la société civile à travers la dialectique entre l'ici et le là-bas, entre le Yémen intérieur et son extérieur afin d'en comprendre les implications pour le processus de paix. Enfin, nous interrogerons la notion même de processus de paix qui ne semble pas se limiter à un arrêt des combats mais qui nécessite de multiples interventions de cette société civile, permettant d'illustrer cette capacité d'agir.

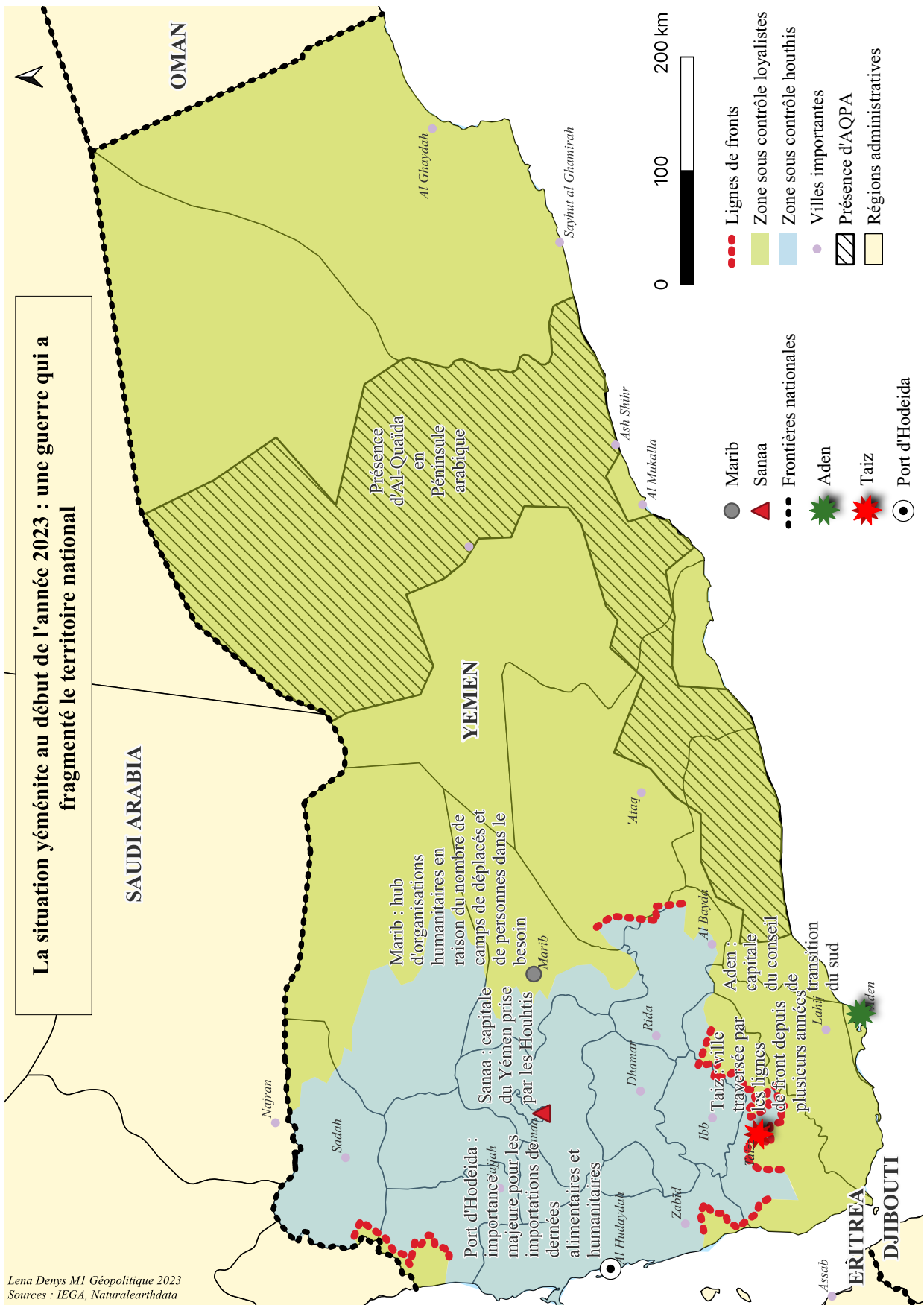


Figure 1 : La situation yéménite au début de l'année 2023 : une guerre qui a fragmenté le territoire national

PARTIE I
COMPILATION DE REGARDS YEMENITES SUR LE PROCESSUS DE
PAIX

Il faut avant tout appréhender les points de vue des acteurs interrogés vis-à-vis de la guerre mais aussi de la paix. Le processus de paix engendre de multiples actions et réactions, visibles dans des discours, des comportements et des initiatives. D'abord, la compréhension de la guerre elle-même est source d'une multiplicité de regards parmi les Yéménites expatriés ou locaux interrogés. Tous n'ont pas la même chronologie des faits ou la même manière d'interpréter les échelles et cela engendre une diversité d'acteurs qui agissent différemment dans le processus de paix. La guerre puis la paix ont ensuite fait émerger parmi ces acteurs de multiples sentiments, allant de la colère à la tristesse et cela doit être observé au prisme de leurs discours. Enfin, ces regards yéménites sur la guerre sont aussi des regards sur la paix et sur leurs attentes vis-à-vis de celle-ci. Ces revendications peuvent s'appréhender à travers des enquêtes et des analyses comportementales ou discursives.

1. Des regards sur la guerre avant d'être des regards sur la paix

1.1. Des temporalités différentes et floues de la guerre yéménite

Ce paragraphe s'appuie sur des lectures de travaux de recherches mais aussi sur des entretiens semi-directifs effectués auprès de chercheurs ou d'organisations travaillant sur le Yémen. Alors que certains expliquent la situation du Yémen actuel par les combats¹⁴, d'autres préfèrent parler du Yémen à travers le processus de paix qui s'y produit¹⁵. Paradoxalement, nous observons un enchevêtrement des calendriers entre combats et violence d'une part et reconstruction et paix d'autre part.

La guerre yéménite n'a pas une date de début claire. Conventionnellement, le conflit commence avec l'intervention de l'Arabie Saoudite et d'autres pays arabes sunnites sur le sol yéménite. L'opération Tempête décisive est lancée le 25 mars 2015 et marque le début des combats. Or, certains placent le commencement de la guerre en 2014 lorsque les Houthis¹⁶ prennent le contrôle de la capitale, Sanaa¹⁷. D'autres encore font débuter les tensions en 2011 avec le printemps yéménite¹⁸. Certaines recherches vont encore plus loin et placent la cause des tensions actuelles à la guerre civile de 1994¹⁹. Cette guerre aurait fait le lit de la domination du nord sur le sud et aurait accru les volontés indépendantistes du sud, rattaché au nord depuis 1990 après une longue autodétermination. Cette multiplication de points de vue, rien que sur la date de l'amorce du conflit, illustre la complexité de la guerre yéménite. À ce flou chronologique s'ajoute une confusion institutionnelle par la multiplication des gouvernements, ce qui complique la compréhension de la temporalité de cette guerre.

Il faut désormais revenir plus en détails sur la chronologie de la guerre actuelle. En 2011, est nommé un gouvernement de consensus composé de l'ancien Congrès général du peuple et d'anciens partis d'opposition ayant soutenu la présidence de Salih (1990-2012) et son régime clientéliste au profit des élites du nord. Dès février 2012, le Président Abd Rabbuh Mansur Hadi est chargé de superviser un processus de transition mais il perd sa légitimité au fur et à mesure des négociations. Ce processus a en définitive assuré la domination des élites de l'ancien nord. Entre septembre 2014 et février 2015, le gouvernement a été chassé du pouvoir par les Houthis. Ce renversement a pu être accueilli

¹⁴Entretien réalisé le 12 décembre 2022 avec le directeur d'une organisation locale

¹⁵Entretien réalisé le 10 février 2023 avec la membre d'une organisation internationale

¹⁶Il s'agit d'un groupe politique armé de tradition zaydite qui agit initialement dans le nord-ouest du Yémen.

¹⁷Transfeld, Mareike, Heinze, Marie-Christine, « *Understanding Peace Requirements in Yemen* », CARPO

¹⁸Entretien réalisé le 12 décembre 2022 avec le directeur d'une organisation locale

¹⁹Burgat, François, Laurent, Bonnefoy. « Le Yémen : entre intégration politique et spirale de la (contre-)violence ». 2008

favorablement par la population qui pensait le gouvernement incapable de résoudre les crises. Beaucoup ont perçu les Houthis comme une nouvelle force émergente du peuple²⁰. Dès 2014, les Houthis²¹ ont pris le contrôle de Sanaa et l'ancien président Salih leur a accordé son soutien permettant au groupe d'acquiescer une forme de légitimité politique. Le poids militaire et politique grandissant des Houthis leur a permis, en 2014, de faire partie d'un nouveau gouvernement de consensus avec le mouvement du Sud. Cependant, l'alliance entre les Houthis et l'ancien président Saleh a continué de s'étendre et cette expansion s'est intensifiée lors de la fuite du président Hadi à Aden en février 2015. L'État s'est alors fragmenté et les structures sociales se sont détériorées²². La constitution de février 2015 permet de légitimer la prise de pouvoir des Houthis et établit un conseil révolutionnaire dirigé par la famille al-Huthi. Malgré une forte ascendance de l'autorité des Houthis, ce gouvernement manque de reconnaissance internationale. La communauté internationale ne reconnaît que le gouvernement du président Hadi qui opère à travers un cabinet de 30 membres. Cependant, la portée de ce gouvernement est limitée d'autant que le président Hadi agit depuis Riyad. Ce manque d'influence du gouvernement internationalement reconnu (GRI) a donné naissance en mai 2017 à un conseil de transition du sud (CTS). Le pays est dès lors divisé en trois groupes institutionnels rivaux : celui des Houthis à Sanaa, celui du gouvernement reconnu à Riyad et celui du conseil de transition sudiste²³. Malgré l'annonce de l'unification du GRI et du CTS en avril 2022, les rivalités entre ces trois gouvernements perdurent et divisent le pays.

En parallèle de ce conflit à la chronologie complexe, le processus de paix soutenu par l'ONU a pris place dès 2013 avec une conférence de dialogue national (18 mars 2013-24 janvier 2014) afin de mettre fin aux tensions latentes. Des tentatives de combler les clivages yéménites ont donc eu lieu avant le début conventionnel des combats. Depuis 2015, cinq séries de pourparlers négociés par l'ONU ont eu lieu entre les deux principaux acteurs : le gouvernement Hadi et les Houthis²⁴. Il s'agit bien là d'un enchevêtrement des calendriers qui illustre d'une part la complexité de la guerre et d'autre part le fait que les tentatives de paix sont déjà présentes y compris au niveau local.

20 Transfeld, Mareike, Heinze, Marie-Christine, « *Understanding Peace Requirements in Yemen* », CARPO

21 Ce groupe, originaire des hautes terres rurales du nord de Saada, prend sa source dans la famille al-Huthi qui le dirige en tirant ses racines des tensions religieuses. La situation de marginalisation et d'enclavement politique et économique de Saada a motivé le groupe à s'opposer au gouvernement central, ce qui a engendré des tensions. Il a notamment participé aux manifestations anti-régimes de 2011 lors du printemps yéménite. En parallèle de son engagement politique, il s'est développé militairement dans le nord du Yémen.

22 Transfeld, Mareike, Heinze, Marie-Christine, « *Understanding Peace Requirements in Yemen* », CARPO

23 Marine Poirier, De la formation de l'exopolitie à l'entretien de l'endopolitie. Le Yémen en guerre au prisme des circulations transnationales de ses élites politiques, 2022

24 Transfeld, Mareike, Heinze, Marie-Christine, « *Understanding Peace Requirements in Yemen* », CARPO

Dès 2015, on observe des initiatives de reconstruction et de développement du pays²⁵. À partir d'une étude de la province rurale et pauvre d'Ibb, au sud-ouest du Yémen, les chercheurs démontrent que les combats atteignant moins les populations, des « mécanismes d'entraide et de solidarité se sont rapidement mis en place »²⁶. Pulse For Social Justice agit dès 2015 pour rassembler les habitants volontaires dans des travaux de développement des espaces ruraux. L'enquête avait démontré que sur 56 villages, 25 ont formé des conseils qui portent la moitié des chantiers de pavages et de nettoyages des villages.

C'est cet enchevêtrement des calendriers qui illustre le fait que la population yéménite n'est pas uniquement victime mais bien plutôt actrice d'un processus qui contrevient à la guerre. Les initiatives pour la paix sont anciennes, aussi bien à l'échelle locale qu'internationale. Cela nous amène désormais à étudier les échelles de ce conflit.

1.2. Un conflit multiscale qui nécessite un processus de paix adapté

Le conflit yéménite est souvent décrit de manière simplificatrice, or il s'agit bien d'une guerre complexe tant en raison de la situation sur le terrain que de l'intrication de la société yéménite. De plus, la situation dite de « guerre civile » a eu des implications internes, en raison de la « coexistence sur un même territoire national de différents ordres sociaux en concurrence violente »²⁷ mais elle a aussi engendré des « extérieurs » qui « apparaissent en constant mouvement et interaction »²⁸. Conventionnellement, ce conflit est décrit comme une guerre par procuration entre les Houthis chiites soutenus par l'Iran et le gouvernement sunnite soutenu par l'Arabie Saoudite²⁹. Mais à l'intérieur de la société yéménite, les divisions sont également régionales, confessionnelles, entre urbains et ruraux, tribales, économiques. Celles-ci se croisent, sont exploitées et exacerbées par le conflit actuel³⁰.

Le conflit est renforcé par des interventions d'acteurs régionaux et internationaux qui ont leurs intérêts propres dans ce conflit. La coalition constituée par l'Arabie Saoudite avec une dizaine de pays

25 Stadnicki, Roman. « Villages en chantier : le retour de l'initiative locale dans les montagnes yéménites ». *Moyen-Orient*, janvier 2020.

26 Ibid

27 Baczko, Adam, et Gilles Dorronsoro. « Pour une approche sociologique des guerres civiles ». *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 2, 2017, p. 309.

28 Marine Poirier, De la formation de l'exopolitie à l'entretien de l'endopolitie. Le Yémen en guerre au prisme des circulations transnationales de ses élites politiques, 2022

29 Laurent Bonnefoy, Yémen : une guerre par procuration ? 2016, *Politique internationale*, n° 151.

30 Transfeld, Mareike, Heinze, Marie-Christine, « *Understanding Peace Requirements in Yemen* », *CARPO*

musulmans qui est intervenue militairement en mars 2015 souhaitait rétablir le GRI. Mais il s'agissait également d'une coalition contre le rival de l'Arabie Saoudite dans la région, à savoir l'Iran, puisque les Houthis sont considérés comme les mandataires iraniens au Yémen par le gouvernement saoudien. Malgré les dires de l'Arabie Saoudite, il est tout de même important de noter que l'influence iranienne sur les Houthis est limitée. Régionalement, d'autres puissances ont également des intérêts dans la région à l'instar des Émirats Arabes Unis qui contrôlent indirectement les territoires du sud du Yémen.

De la même manière, le conflit a eu des répercussions internationales. L'opération menée par l'Arabie Saoudite qui devait initialement repousser les troupes houthistes et relancer le processus politique est appuyée par la communauté internationale en avril 2015. De fait, la résolution 2216 du Conseil de Sécurité de l'ONU valide les objectifs de l'offensive³¹. De plus, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis vendent des armes aux pays de la coalition³² mais fournissent également des conseils techniques et des renseignements. Pourtant, Laurent Bonnefoy souligne que les « origines du conflit sont avant tout locales »³³ d'où la dénomination de guerre civile. Le conflit yéménite est une guerre civile au sens où elle ne touche quasiment que les civils. Au-delà des divisions anciennes, le Yémen est constitué d'une mosaïque ethnique et confessionnelle à la source des tensions.

Les hautes terres, densément peuplées, ont un héritage tribal alors que les terres agricoles du centre et du sud ont vu s'installer des familles de propriétaires terriens. De manière générale, on retrouve une forte présence tribale là où la présence de l'État est faible. Les tribus des hautes terres du nord ont pu avoir accès aux ressources de l'État à l'inverse des tribus du gouvernorat de Marib. À ces espaces majoritairement ruraux, s'oppose la capitale, Sanaa, qui comporte de nombreux établissements de santé, d'éducation mais aussi des infrastructures de transports, un accès à l'eau et à l'électricité. La présidence de Saleh, empreinte de corruption, a exacerbé ces inégalités d'accès aux services mais aussi aux ressources et aux opportunités économiques³⁴. Sans être le seul facteur du conflit, ces clivages internes sont au fondement des dynamiques de la guerre yéménite.

Le conflit yéménite se déroule donc à plusieurs échelles, allant du local à l'international. Cela nécessite des dynamiques adaptées du point de vue du processus de paix. De fait, celui-ci se calque sur les dynamiques du conflit et se déroule aux mêmes échelles. Nous observons de nombreux moments clés

31 Résolution 2216 adoptée par le Conseil de sécurité à sa 7426e séance, le 14 avril 2015

32 Lavrilleux, Ariane. « Armement. Guerre au Yémen « made in France » ». *Orient XXI*, 29 septembre 2022

33 Bonnefoy, Laurent, « Yémen : une guerre par procuration ? », *Politique Internationale*.

34 Transfeld, Mareike, Heinze, Marie-Christine, « *Understanding Peace Requirements in Yemen* », *CARPO*

dans les pourparlers pour la paix au Yémen passant par un cycle de négociations internationales dites Track I. Ces négociations, sous l'égide de l'ONU, ont d'abord eu lieu à travers la conférence de dialogue national puis avec les négociations tenues en Suisse en décembre 2015, au Koweït en 2016 et à Stockholm en 2018. Sans réellement de succès, ces négociations devaient engager un processus de transition pour mener à des politiques durables. La nomination d'un nouvel envoyé spécial des Nations Unies au Yémen, Hans Grundberg, a permis de relancer certains pourparlers et a rendu le processus plus dynamique et inclusif³⁵. Il a alors fallu reprendre les négociations en mars 2022, mis à l'arrêt après une période de stagnation. L'ONU a ainsi abouti à la mise en œuvre d'une trêve entre le 2 avril et le 2 octobre 2022 ayant permis l'arrêt des combats et la stabilisation du conflit, du moins pour un temps.

On retrouve ensuite de nombreuses implications régionales dans le processus de paix ; on parle ici des pourparlers Track II. L'Arabie Saoudite s'est présentée en défenseur de la paix yéménite en finançant une partie du processus et en accordant les autorisations de travail aux ONG expatriées. Initialement, pourtant, la monarchie saoudienne avait empêché le Yémen de devenir un modèle des printemps arabes en réprimant les mouvements de foules³⁶. Les intérêts régionaux priment sur la résolution du conflit. L'objectif était avant tout de ne pas permettre au Yémen de devenir un modèle démocratique au milieu de monarchies autoritaires³⁷. L'Arabie Saoudite et le Conseil de Coopération du Golfe (CCG)³⁸ ont également repris la conférence de dialogue national pour approfondir les pourparlers mais les Houthis n'y ont pas participé³⁹. Le récent retrait de l'Arabie Saoudite est l'aboutissement de négociations régionales. Oman occupe aussi une place importante en tant qu'acteur régional de la paix par sa position neutre. De cette manière, on observe que le processus de paix a lieu à l'échelle régionale mais ces négociations ont lieu uniquement entre les partis politiques majeurs.

Enfin, le processus de paix possède des initiatives locales aux mains de la population, notamment les femmes qui sont présentes dans la consolidation de la paix à l'échelle locale (Track III) à travers des organisations communautaires et autres acteurs locaux. Le processus de paix a de nombreuses implications locales qu'il convient de mettre en avant tant les pourparlers internationaux comment ces

35 Entretien réalisé le 10 février 2023 avec une membre d'une organisation internationale

36 Entretien réalisé le 16 février 2023 avec un chercheur yéménite expatrié en France

37 Ibid

38 Le CCG, créé en 1981, est une organisation régionale qui réunit Bahreïn, le Koweït, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis (EAU) et qui sert de cadre aux relations entre les pays du Golfe tout en intervenant sur des problèmes extérieurs à ces six pays, dont au Yémen.

39 Entretien réalisé le 10 février 2023

avancées à plus grande échelle. Bien que l'échelle locale soit la plus adaptée pour que les populations puissent s'approprier le processus de paix, celui-ci prend place à toutes les échelles en se calquant sur les échelles du conflit. Le processus de paix rend nécessaire ces initiatives locales puisque par définition, il ne saurait se limiter à un accord politique passé entre des partis rivaux. La population concernée par la guerre est tout autant concernée par la paix.

1.3. Présentation de la scène activiste du processus de paix yéménite

Il faut tout d'abord noter que des études des acteurs du processus de paix ont déjà été produites. Ces études se concentraient sur les acteurs politiques qui agissent dans les pourparlers pour la paix de Track I en vue de permettre la stabilité et la reconstruction de l'État⁴⁰. Notre travail de recherche s'inscrit dans un tournant local du processus de paix et vise à interroger les acteurs du quotidien, ceux dont les institutions étatiques ne sont pas le métier et ceux qui n'ont pas vocation à faire de la politique.

De fait, nous observons une diversité de défis adjoints à l'établissement de la stabilité et à la reconstruction du Yémen en guerre et cela engendre l'importance d'efforts tout aussi divers. Ainsi, les profils qui s'investissent dans le processus de paix yéménite sont multiples, d'autant plus à l'échelle locale. Ces acteurs se rassemblent et se recourent par des intérêts convergents autant qu'ils peuvent s'opposer par divergence d'opinions. Les groupes de femmes et les groupes de jeunes sont par exemple très liés dans leur lutte pour la paix en raison d'une volonté commune d'être entendus et écoutés. Là où les autorités liées aux pourparlers de Track I et II ne leur donnent qu'un rôle consultatif, ces deux groupes prônent l'accès à un rôle de participation active pour la paix. À l'inverse, la hiérarchisation des priorités engendre des oppositions entre certains groupes d'acteurs du processus à l'échelle locale. La manière dont les différents groupes d'acteurs voient une situation engendre des divergences. L'environnement est souvent mis en fin des rapports pour le processus de paix alors que certaines catégories d'acteurs le place en tête de proue. Tout dépend de la manière dont chacun des groupes comprend les questions environnementales.

La jeunesse yéménite interrogée pense l'environnement en termes d'espaces publics et de santé publique⁴¹. La critique faite par cette partie de la jeunesse est principalement liée à la gestion

40 Marine Poirier, Faire revivre le parlement dans le Yémen en guerre, Conflits de légitimité et luttes pour le monopole de la représentation, Mondes arabes 2022/2 (N° 2), pages 21 à 45

41 Al-Kholidy, Maged, al-Jessawy, Yazeed, Nevens, Kate, « The Role of Youth in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*

défaillante de l'État en matière de service public. Dans ce cadre, il est possible de dénombrer des initiatives locales comme à Taiz où des groupes ont entrepris les réparations des systèmes d'évacuations d'eaux usées. Ces initiatives illustrent une conscience aiguë de la jeunesse des problèmes environnementaux. À l'inverse, les organisations de la société civile (OSC) interrogées lors de l'enquête du CARPO agissent peu au niveau environnemental car cela n'apparaît pas pour eux comme une priorité. Cette divergence est liée à une hiérarchisation différente des priorités à donner au processus de paix et montre l'importance de la divergence des profils dans ce processus. Plus les catégories d'acteurs sont nombreuses, plus des domaines différents pourront être intégrés au processus. La divergence d'intérêt entre les différents acteurs n'est donc pas une mauvaise chose.

Au-delà d'une typologie artificielle d'acteurs, il ne faut pas négliger l'importance de l'intersectionnalité dans la manière dont on appréhende ces profils. Il faut souligner, au sein du processus de paix, la présence de la jeunesse féminine, d'organisations de la société civile gérées par des femmes, de jeunes inclus dans la société civile et d'une diaspora qui rassemble toutes les catégories. Par exemple, l'Union des femmes yéménites a mis en œuvre un projet nommé « Moyens de subsistance et autonomisation économique des femmes et des filles » en 2017⁴². Il s'agit de soutien financier et matériel offerts aux femmes touchées par la violence familiale et par la violence de la guerre tout en tentant d'atténuer l'insécurité alimentaire. Cette OSC créée par des femmes agit pour les femmes et les jeunes filles et contribue à la stabilité et à la sécurité du Yémen.

Ensuite, un point important est à souligner et sera central dans la suite de ce travail de recherche, à savoir qu'une autre typologie d'acteurs est faisable et ne dépend pas uniquement de considérations biologiques et sociales. De fait, nous observons dans les profils qui s'approprient le processus de paix une dialectique entre le « dehors » et le « dedans ». La question de la distance avec le Yémen est centrale dans la perception que les acteurs ont du processus de paix. Nous observons de fortes différences dans la manière dont les acteurs yéménites s'emparent du processus de paix en fonction de s'ils sont au Yémen ou ailleurs. Les acteurs du dehors ont tendance à vouloir s'insérer dans le processus de paix à l'échelle internationale⁴³ jugeant cette échelle plus pertinente alors que ceux du dedans n'ont pas réellement les moyens d'interpeller l'État, les instances internationales ou régionales et se cantonnent à une échelle locale. Par exemple, les activistes yéménites ou bien associés au Yémen tentent d'accroître le rôle de l'ONU dans le processus de paix en multipliant les interventions orales et

42 Al-Gawfi, Iman, Zabara, Bilkis, Philbrick Yadav, Stacey, « The Role of Women in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*

43 Entretien réalisé le 10 février 2023 avec une membre d'organisation internationale

écrites auprès des autorités. À l'inverse, les OSC yéménites du « dedans » estiment qu'il vaut mieux investir directement dans les organisations locales pour une plus grande efficacité du processus. C'est donc bien une divergence de moyen qui produit cette dialectique entre un « ici » et un « là-bas ». Cependant, il faudra tout de même nuancer cette opposition pour ne pas la rendre trop simplificatrice et expliquer les interactions des acteurs du dedans avec ceux du dehors et inversement.

Les profils du processus de paix sont nombreux, se croisent et s'opposent au sein de catégories parfois abstraites, mais qui permettent de mettre en avant ces initiatives locales. En cela, ces typologies restent pertinentes, mais doivent toujours être nuancées pour ne pas tomber dans une compréhension biaisée des enjeux de la paix au Yémen. La complexité de la guerre engendre une complexité du processus de paix. Celui-ci a lieu à différents rythmes et échelles en impliquant de multiples acteurs. Cette diversité de profils produit des regards tout aussi nombreux à travers des discours, des comportements etc. Il convient dès lors de comprendre comment les Yéménites interrogés vivent les dynamiques de la guerre mais surtout le processus de paix.

2. Une paix attendue mais introuvable : analyse discursive d'un processus

2.1. Analyse de la situation au prisme des regards yéménites

Cette analyse se fonde sur des entretiens effectués auprès de Yéménites du « dedans » et de ceux du « dehors » et sur une étude de la littérature journalistique et scientifique. Tous les témoignages convergent dans leur manière d'appréhender la situation. La guerre yéménite est assimilée à « une situation éprouvante et fatigante » où « la lassitude des populations et de la société civile est présente »⁴⁴. Le processus de paix yéménite est « long », alors que la guerre continue de durer et de peser sur le moral des populations. Certaines personnes interrogées dénoncent « un ras-le-bol »⁴⁵ lié au manque de concrétisation du processus. Dans un entretien, Khaled al-Khaled explique que les conditions économiques et humanitaires sont de pire en pire, que tous cherchent une porte de sortie. Il nous dit que les Yéménites ont dépensé leurs économies, ont vendu les bijoux familiaux et ont demandé des prêts ou vendu leurs biens immobiliers pour tenter de subvenir à leurs besoins de base. Ce qui ressort le plus de cet entretien est que les Yéménites n'ont plus rien pour vivre sur place notamment parce que l'État a arrêté de payer les salaires de ses fonctionnaires. Il apparaît ainsi que la population est la victime principale du conflit. L'entretien a révélé que tous « cherchent la fin du tunnel » car, « tous les Yéménites ont payé pour cette guerre, soit par ses proches, soit économiquement ». La population civile est la grande perdante de ce conflit. Les sentiments qui reviennent le plus sont la mélancolie, la tristesse et le désespoir. De fait, les connaissances des personnes interrogées sont souvent des amis yéménites enseignants et qui ont des familles. Or, leur travail ne leur permet plus de vivre et de subvenir à leurs besoins. À titre d'exemple, Khaled al-Khaled évoque le fait que certaines familles parfois composées de cinq enfants ne possèdent même pas un kilogramme de farine pour se nourrir. Cela engendre une « profonde tristesse » mais aussi un « sentiment d'impuissance causé par la situation économique ». Par ces entretiens, somme toute non-exhaustifs, nous observons un sentiment généralisé de lassitude et de mélancolie face à une situation qui n'évolue pas positivement.

Ces sentiments sont également abordés dans un article rédigé par Laurent Bonnefoy et Khaled al-Khaled dans *Orient XXI* en 2023⁴⁶ qui traite de la promotion d'une identité yéménite sur les réseaux

44 Entretien réalisé le 16 février 2023 avec un chercheur yéménite expatrié en France

45 Ibid

46 Bonnefoy, Laurent, Al-Khaled, Khaled. « « L'identité yéménite », un hashtag qui relance le débat sur la nation ». *Orient XXI*, 15 février 2023

sociaux comme expression de la mélancolie de la société. De fait, ce mouvement sur les réseaux sociaux a permis de mettre en avant des images d'un Yémen positif. Il s'agit de revaloriser une identité et de cette manière, il est possible d'interpréter ce mouvement comme une réaction à la guerre et à la mélancolie qu'elle provoque. Ainsi, ce mouvement apporte une forme de réconfort à des populations surmenées par le conflit, par le souvenir qu'il engendre de l'ancien Yémen, une forme de regret de l'ancien temps. De fait, pour les chercheurs, « telle est l'interprétation que bien des Yéménites ont pu en faire, fiers de se montrer sous un jour meilleur, lassés par les représentations guerrières et les images de famine, songeant alors probablement à leur paradis perdu »⁴⁷. Les sentiments face au conflit yéménite, analysés au prisme de la population, illustrent une tristesse généralisée qui passe par l'impression d'avoir tout perdu. La lenteur du processus de paix participe à cela et engendre un fort sentiment de colère lié à l'impression d'être oublié.

2.2. Le sentiment d'oubli de nombreux yéménites engendre un fort ressentiment

La lecture surplombante du conflit engendre un manque d'intérêt pour ce qui se passe à l'intérieur du pays⁴⁸. Les interventions de forces extérieures laissent à penser qu'il ne s'agit que d'une guerre par procuration dont la logique échapperait aux Yéménites. Pourtant, la guerre autant que la paix sont des processus que la population yéménite appréhende parfaitement. Le recueil produit par Franck Mermier⁴⁹, réunissant 14 textes rédigés par huit intellectuels yéménites permet de voir et d'expliquer la guerre de l'intérieur. Un aspect largement mis en avant dans cet ouvrage est le sentiment d'oubli de la communauté internationale vis-à-vis du Yémen et cela se traduit généralement par de la colère.

En effet, au cours des entretiens réalisés, nous avons remarqué que l'oubli et l'inaction de la communauté internationale pour la paix au Yémen a provoqué un fort ressentiment. Ce qui est d'abord mis en avant est la colère contre les forces de la coalition. Les frappes aériennes et le soutien financier envers les troupes de l'alliance anti-houthis sont régulièrement dénoncés⁵⁰. Les entretiens révèlent que les objectifs de l'alliance n'ont pas été atteints, ce qui engendre des critiques croissantes envers l'Arabie Saoudite. Ce ressentiment est particulièrement visible envers Mohammed Ben Salmane qui est considéré par les interrogés comme celui qui a fait dégénérer la guerre. Les entretiens montrent que, pour la population yéménite, faire la guerre était une erreur de l'Arabie Saoudite et a entraîné

47 Ibid

48 Entretien réalisé le 9 mars 2023 avec un chercheur français

49 Franck Mermier (dir.) Yémen : écrire la guerre, 2018, Classiques Garnier, 186 p.

50 Entretien réalisé le 16 février avec un chercheur yéménite expatrié en France

« beaucoup de misère et de malheur » sans avoir « réalisé aucun objectif voire en ayant creusé les problèmes »⁵¹. La situation économique et sociale engendre une forte colère et cela notamment en raison des blocus imposés par la coalition qui est un moyen de faire la guerre au détriment des populations. Ce blocus est une cause de l'insécurité alimentaire du Yémen ainsi que des difficultés sanitaires, les médicaments étant soumis au blocus. Les intérêts des pays du Golfe dans le conflit entraîne un doute chez les Yéménites interrogés : « Est-ce que l'Arabie Saoudite et les autres pays du Golfe veulent vraiment la stabilité du Yémen ? »⁵². Alors que certains évoquent le désintérêt de l'Arabie Saoudite à promouvoir le modèle démocratique du Yémen comme une manière de sortir de la guerre⁵³, d'autres évoquent le fait que beaucoup de Yéménites sont devenus des « collaborateurs », des mercenaires de la lutte anti-houthis de l'Arabie Saoudite dans l'espoir de toucher un salaire. Ainsi, la guerre a servi les intérêts de l'Arabie Saoudite avant ceux du Yémen. Sans généraliser, pour certains, « les Houthis ont réussi à se présenter comme un défenseur du pays en face d'une invasion étrangère » qui passe par les bombardements de la part des Émirats Arabes Unis et de l'Arabie Saoudite. Ayant ensuite pu interroger principalement des Yéménites expatriés en France, un sentiment de colère contre les implications françaises dans le conflit est visible en raison des preuves de ventes d'armes à l'Arabie Saoudite, armes qui servent ensuite sur le sol yéménite⁵⁴. Les acteurs du conflit sont au centre des critiques émises par les Yéménites interrogés qui dénoncent les choix et les actions opérés.

Mais aussi, on observe une colère des ONG yéménites et des Yéménites expatriés vis-à-vis des aides des Nations Unies. Beaucoup⁵⁵ dénoncent des faits de corruptions de l'ONU ainsi que le manque d'applications concrètes des aides financières dédiées au Yémen. Des interrogés expliquent que la population voit d'un mauvais œil les ONG et les OIG qui n'agissent pas physiquement au Yémen : le budget du Yémen sert plus à payer le salaire des fonctionnaires qu'à participer à la reconstruction au Yémen. À titre indicatif, certains interrogés indiquent que « 60 % des aides » iraient à la corruption et aux salariés des organisations et que les 40 % restants n'ont aucune traduction concrète.

La colère des Yéménites, qu'ils soient locaux ou expatriés, ne fait donc que croître face à cette accumulation de facteurs qui éloigne les espoirs de paix. Après avoir analysé la situation au prisme de la société yéménite interrogée, il faut comprendre leurs attentes pour la paix dans leur pays.

51 Ibid

52 Ibid

53 Ibid

54 Entretien réalisé le 10 février 2023 avec un membre d'organisation internationale

55 Entretien réalisé le 12 décembre 2023 avec le directeur d'une organisation locale

3. Des attentes de paix croisées entre les différents types d'acteurs interrogés

3.1. Arrêt des combats, accord politique et stabilité

L'une des attentes principales de la population yéménite, tous acteurs confondus, est la mise en place d'un accord de paix permettant l'arrêt des combats et la remise en marche des appareils étatiques. Il s'agit même d'une nécessité⁵⁶ dans le processus de paix dirigé par l'ONU. Cependant, à cet accord de paix doivent être mises des conditions : la paix doit mener à l'inclusion de tous les partis dans un processus complémentaire tout en promouvant la prise en compte du local dans l'élaboration des politiques.

Ainsi le rôle des organismes onusiens est de mener à une forme de gouvernement de transition qui devrait inclure toutes les principales parties du conflit. Cet accord de paix doit mener à un arrêt des combats qui touchent certaines parties du Yémen. Il faut noter que cet accord ne peut voir le jour que si y est incluse la question de l'intégration de pouvoirs concurrents dans un paysage politique national unifié. Les Yéménites jouant un rôle dans le processus de paix souhaitent donner la priorité dans cet accord à la formation d'un système politique légitime représentant les intérêts de toute la population. Seule une coopération entre les trois acteurs du développement pourrait permettre de sortir de cette guerre selon B. al-Mohalla⁵⁷: État, secteur privé et coopération internationale doivent de concert mener à un accord de paix et à la mise en place d'un système politique. Le défi est de réussir à former un gouvernement qui représente de manière équitable chacune des différentes régions du pays. En définitive, ce nouvel ordre politique doit permettre de réparer et d'investir dans les infrastructures dégradées par la guerre. De fait, la destruction a touché 40% des infrastructures de santé et d'éducation et 30% des routes selon une étude menée par Tom Lambert et AFAR Consulting en 2018.

Mais aussi, cette renaissance de l'État passe par la prise en compte du local dans ses politiques. De fait, la paix n'est possible que par la coopération et la coordination entre les différents groupes, institutions et régions. Le renforcement de l'État à l'échelle locale est crucial pour que la paix soit durable et cela passe par l'effectivité des conseils locaux, censés évaluer les besoins des communautés tout en assurant la fourniture de services. Or ces conseils locaux ne sont plus en mesure d'assurer cette

⁵⁶ Transfeld, Mareike, Heinze, Marie-Christine, « *Understanding Peace Requirements in Yemen* », CARPO

⁵⁷ Entretien réalisé le 12 décembre 2023 avec le directeur d'une organisation locale

fonction depuis le début de la guerre. Cette lacune a pu être comblée par des acteurs non-étatiques mais sans grande réussite. L'État doit permettre cette prise en compte du local. De la même manière, la population yéménite étant victime d'une haute criminalité avec les activités de gangs armés, leurs exigences de paix passent par le renforcement des capacités de l'État dans les domaines de la sécurité et de la justice. Actuellement, la sécurité est l'affaire de groupes locaux qui s'organisent afin de protéger leurs proches. À Say'un et Ibb, des jeunes se sont regroupés pour protéger les quartiers, notamment la nuit. Les participants venant de Say'un à la table ronde organisée par le CARPO⁵⁸ ont également noté une augmentation récente du nombre de jeunes femmes servant dans différentes sections des forces de sécurité. La paix passe donc par le renforcement des capacités institutionnelles en matière de sécurité, de la politique locale et des tribunaux. Ils sont également nombreux à demander des solutions durables pour dissoudre les groupes armés informels qui font leur loi dans les quartiers yéménites.

La population a connu de nombreux faits de violence à son égard que la mise en place d'un accord politique doit permettre d'endiguer. Or à cet accord de paix, deux conditions sont adjointes : d'une part, la légitimité de l'État formé pour reconstruire le pays et, d'autre part, la prise en compte de l'échelle locale dans la formation des politiques étatiques devant assurer la sécurité de la population.

3.2. L'amélioration de la situation économique

La stabilité économique a été citée comme une priorité pour le processus de paix. Pourtant, le programme de l'ONU s'est principalement dirigé vers la politique et a négligé la question de l'économie⁵⁹. La population a conscience que la situation économique est désastreuse : le Rial yéménite a connu une forte dépréciation. Déjà en 2014, le Yémen était le dernier des pays arabes en matière de développement et le conflit n'a fait qu'aggraver la situation économique. La relocalisation de la Banque Centrale à Aden en 2016 a déstabilisé l'économie. Le manque de direction centrale et l'affaiblissement de l'économie du pays et de ses capacités financières ont engendré la crise économique. Les divisions entre la Banque centrale et ses annexes ont conduit à des politiques monétaires contradictoires et à une forte montée des prix ainsi qu'à des pénuries. Ces éléments ont aggravé la catastrophe humanitaire. La nourriture est disponible mais trop chère pour que la population puisse l'acheter. La paix passe donc par la résolution de ces problèmes de mauvaise gestion de la

⁵⁸ Al-Kholidy, Maged, al-Jessawy, Yazeed, Nevens, Kate, « The Role of Youth in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*

⁵⁹ Transfeld, Mareike, Heinze, Marie-Christine, « *Understanding Peace Requirements in Yemen* », *CARPO*

Banque centrale, de la déstabilisation du rial et du manque de soutien à l'économie. La priorité du volet économique de la paix doit être donnée à l'unification des politiques monétaires et aux transactions bancaires.

50 % des Yéménites employés dans les fermes ont perdu leur source de revenus. La majorité des fonctionnaires n'ont plus perçu de salaires depuis le début de la guerre. 130 000 enseignants recevant un salaire irrégulier ou aucun salaire ont dû quitter leur métier. Khaled al-Khaled explique, lors d'un entretien, que l'amélioration de la situation économique ne peut avoir lieu que si l'État verse les salaires de ses fonctionnaires. La destruction systématique de l'industrie et des infrastructures agricoles par la coalition a entraîné une baisse des revenus ainsi qu'une baisse de la production locale. Ces dynamiques de paupérisation de la population ont produit une recrudescence de l'engagement des jeunes hommes dans les milices afin de participer aux besoins de la famille⁶⁰. Parmi ses attentes, figure donc la nécessité de stabiliser l'économie par la reprise des exportations d'hydrocarbures dont la suspension a baissé les revenus de l'État. De même, la reprise des relations internationales doit permettre de récupérer les financements étrangers des donateurs internationaux. Cette reprise des flux financiers et commerciaux n'est possible qu'avec une levée du blocus dans le nord du pays. À cela s'ajoute le détournement de l'aide humanitaire par les milices houthis qui aggrave les conditions de vie de la population. L'État doit, selon les acteurs interrogés, intervenir afin d'améliorer la situation de la population et doit sanctionner les acteurs de l'économie de guerre qui attisent le conflit.

Enfin, l'économie doit soutenir des programmes à l'échelle des communautés locales. Le secteur agricole et la pêche ont longtemps été deux piliers de l'économie yéménite. Ces domaines d'activités, permettant la subsistance des populations, ont été touchés par la guerre. Certains facteurs ont entravé ces domaines d'activités à l'instar du déplacement forcé de la main d'œuvre, de la hausse du prix du carburant, de la baisse du pouvoir d'achat local, des cultures détruites. L'une des exigences à l'échelle locale est donc de promouvoir à nouveau ces secteurs d'activités afin de permettre la sécurité alimentaire et la reprise du travail⁶¹. Ces dynamiques de reprise de l'économie pourront augmenter la résilience des populations.

60 Al-Kholidy, Maged, al-Jessawy, Yazeed, Nevens, Kate, « The Role of Youth in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*

61 Alkubati, Maryam, « Women's Voices in Yemen's Peace Process: Priorities, Recommendations, and Mechanisms for Effective Inclusion ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 25 janvier 2023,

3.3. La reprise des services sociaux offerts par l'État

Un volet essentiel des revendications faites par la partie de la population interrogée est l'amélioration des conditions sociales et la reprise des services. De fait, nombreux sont ceux qui réclament des institutions capables de fournir aux citoyens les services dont ils ont besoin⁶² et ainsi rétablir la confiance dans l'institution étatique.

Il s'agit dans un premier temps d'assurer une éducation de qualité à tous les enfants. Des signes de progrès étaient visibles avant 2014. Le taux d'alphabétisation était en hausse et les clivages entre les zones rurales et urbaines ainsi qu'entre les sexes avaient baissé. Or, ces acquis ont été perdus avec la guerre. Le CARPO estime qu'environ cinq millions d'enfants ne sont pas scolarisés. Ce constat entraîne pour les Yéménites interrogés la nécessité d'un système éducatif fonctionnel qui réduirait ces écarts et remettrait les enfants sur le chemin de l'école. La guerre a mis en péril un système déjà faible par la destruction des infrastructures scolaires, le manque de moyens économiques et l'absence de sécurité dans ces espaces dédiés à l'apprentissage. Depuis 2014, on estime⁶³ que 2500 écoles ont été détruites et transformées en abris d'accueil pour les déplacés ou pour le stockage des armes. Ensuite, la guerre a fait des écoles des terrains propices au recrutement pour les milices. Pour les Yéménites interrogés, il s'agit donc d'abord de rendre ces lieux d'apprentissage sûrs afin d'endiguer ce recrutement. Des initiatives locales permettent d'assurer la subsistance du système éducatif à travers les efforts de parents mais aussi du secteur privé, des conseils locaux et de la participation communautaire. Mais l'amélioration du système éducatif ne peut être mise en place uniquement dans une logique *bottom-up*. Les populations interrogées soulignent la nécessité d'investissements massifs dans le primaire et le secondaire pour stabiliser ce système et l'améliorer sur le long terme. Ensuite, beaucoup soulignent la nécessité de formations professionnalisantes et d'enseignements techniques. Il s'agit de donner la priorité à la reconstruction du pays et par la même, d'endiguer le chômage des jeunes. L'amélioration du système éducatif pourrait *in fine* permettre à d'autres secteurs comme la construction, l'électrotechnique ou l'agriculture de se développer⁶⁴.

Certains acteurs contribuent à l'amélioration des conditions sociales à l'échelle locale. Les OSC fournissent des services à coup modéré et tentent de réduire le chômage. La crise a particulièrement

62 Transfeld, Mareike, Heinze, Marie-Christine, « *Understanding Peace Requirements in Yemen* », CARPO

63 Al-Jeddawy, Yazeed, « The Impact of the Yemen War on the Priorities and Needs of Youth ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 12 janvier 2022

64 Transfeld, Mareike, Heinze, Marie-Christine, « *Understanding Peace Requirements in Yemen* », CARPO

dégradé les conditions des femmes et des enfants, plus vulnérables. Les projets d'autonomisation économique mettent donc un accent sur l'activité des femmes⁶⁵. En 2017, la campagne « I will Work » est lancée par le centre d'information économique yéménite pour former des jeunes femmes à la fabrication et à la commercialisation d'accessoires. Ces campagnes améliorent les conditions des femmes par l'entrée sur le marché du travail. Les initiatives civiles comblent ainsi les lacunes laissées par l'État. Des conseils de villages collectent de l'argent afin de payer les salaires des fonctionnaires, permettant d'améliorer les offres pour leurs enfants et les conditions de vie des enseignants.

Ainsi, la consolidation de la paix doit passer par un meilleur accès aux services de l'État. Au niveau local, ce manque d'accès aux services de base entraîne de nombreux conflits. L'indisponibilité de l'eau, de la nourriture, du carburant, des médicaments et de l'argent est un facteur direct du conflit. De même, le manque de prise en charge des traumatismes causés par la guerre illustre ce manque de services en matière de santé. Les populations interrogées évoquent comme indispensable la multiplication des mesures pour faire face à ces traumatismes chez les plus jeunes notamment⁶⁶.

Cependant, la question se pose de savoir si la population peut se permettre d'avoir ces revendications⁶⁷. Khaled al-Khaled évoque lors d'un entretien le fait que la population yéménite n'a pas le pouvoir de se soulever contre un processus qui serait à son désavantage. Helen Lackner souligne les risques d'un processus de paix imposé d'en haut et nous prépare, dans ses articles, à des négociations menant à une toute-puissance de ceux qui sont aujourd'hui en position de force. Ce qui ressort de ses analyses est une forme de prise d'otages de la population yéménite par les acteurs politiques. De fait, les négociations se déroulent entre les deux principaux protagonistes de la guerre et il faut se demander si ces accords répondront aux intérêts du peuple. Pour les Yéménites interrogés, la perspective d'un accord bilatéral constitue une menace sérieuse puisqu'il s'agirait d'un accord à l'expansion du règne des Houthis. La population qui s'était soulevée en 2011 et une partie des OSC sont dans la crainte d'un accord qui donnerait aux Houthis une légitimité. Pour ces raisons, l'aspect local du processus de paix est fondamental même s'il n'a que peu de moyens. Les programmes de paix doivent répondre aux besoins des communautés locales aussi bien en matière de développement et de reconstruction que d'accès aux services. Malgré cette domination des négociations par le haut, il ne faut pas négliger le

65 Al-Gawfi, Iman, Zabara, Bilkis, Philbrick Yadav, Stacey, « The Role of Women in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*

66 Al-Jeddawy, Yazeed, « The Impact of the Yemen War on the Priorities and Needs of Youth ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 12 janvier 2022

67 Entretien réalisé le 16 février 2023 avec un chercheur yéménite expatrié en France

domaine infra-politique⁶⁸ et certains appellent même à les développer⁶⁹ afin de mettre en place une paix qui profiterait à tous. La petitesse des moyens octroyés à ces initiatives locales n'enlève rien à leur nécessité et à leur importance dans ce processus.

68 Scott, James C. « Infra-politique des groupes subalternes ». *Vacarme*, vol. 36, no 3, 2006, p. 25.

69 Entretien réalisé le 16 mars 2023 avec un chercheur français

PARTIE II
L'ICI ET LE LA-BAS : UNE DONNEE INFLUENTE SUR
L'APPROPRIATION DU PROCESSUS DE PAIX PAR LES ACTEURS DE LA
SOCIETE CIVILE

La dialectique sur laquelle nous travaillons ici, à savoir le lien entre l'intérieur et l'extérieur du Yémen, a amélioré les réseaux et les connexions entre acteurs et facilite le processus. Malgré de nombreux freins, ces acteurs communiquent pour mettre en place des projets pour la paix et pour l'amélioration de la qualité de vie. La capacité d'agir de ces acteurs, individuellement peu efficaces, est décuplée dès qu'ils forment un collectif, selon leurs besoins et leurs attentes.

1. Les freins à l'appropriation du processus de paix

La capacité de s'emparer et de participer au processus de paix est entravée par plusieurs obstacles, aussi bien pour la population locale qu'expatriée. La guerre a tout d'abord engendré une forte fragmentation à l'échelle du pays. La difficulté d'appréhender la société yéménite, en raison de ces divisions, amène logiquement la difficulté de penser la paix. Ensuite, à l'extérieur du Yémen, une part de la population yéménite migrante est confrontée à de telles difficultés d'intégration que la participation au processus de paix est secondaire voire impossible à imaginer. Enfin, pour les OSC, les contraintes à l'action pour la paix sont décuplées par l'inopérance de la notion d'État.

1.1. La guerre factrice de fragmentation sociale, identitaire et territoriale

L'impossibilité d'aller sur le terrain rend difficile l'appréhension de ces lignes de fractures ainsi que leur localisation. La guerre yéménite a provoqué une exacerbation de ces divisions qui complique le processus de paix et que de nombreux chercheurs ont tenté d'identifier, notamment ceux qui ont eu l'opportunité de se rendre au Yémen avant le début du conflit. Ces clivages sont de véritables enjeux dans cette guerre et constituent un frein majeur à la paix. Malgré une phase encourageante en 2022 qui s'est accompagné d'une trêve et de changements institutionnels⁷⁰, le processus de paix est encore fragilisé par ces divisions.

Le recueil dirigé par Franck Mermier illustre ces divisions et le récit de Jamal Jubran témoigne des fractures sociales induites par la guerre⁷¹. La guerre a cristallisé une haine autour de certaines caractéristiques. Jamal Jubran, d'origine Érythréenne, est de peau noire et malgré son appartenance au Yémen, il est assimilé à un étranger soupçonné de terrorisme. Ce racisme est dépeint comme une conséquence de la guerre yéménite et n'est qu'un exemple des clivages causés par la guerre.

Le conflit a en effet divisé la société yéménite en exacerbant les lignes de fractures, ce qui a en définitif déchiré le tissu social. Dans un article d'AOC Média publié récemment⁷², Khaled al-Khaled et Laurent

70 Entretien réalisé le 9 mars 2023 avec un chercheur français

71 Juliette Honvault, « MERMIER Franck (dir.), Yémen. Ecrire la guerre », Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée 2020

72 Al-Khaled, Khaled, et Laurent Bonnefoy. « Yémen : d'inquiétantes dynamiques identitaires ». *AOC [Analyse Opinion Critique]*, juillet 2022

Bonnefooy identifient les différents dualismes, souvent antérieurs à la guerre, qui prennent place dans la société yéménite et que le conflit a aggravés.

Le clivage entre le Nord et le Sud du Yémen est toujours très profond⁷³ et constitue la fracture principale inhérente à la guerre puisque l'unification de 1990 est considérée comme artificielle. Le conflit a redonné une réalité à cette division. Il s'agit d'un clivage politique mais aussi de lignes de fractures symboliques liées à des représentations du Yémen du Sud par rapport au Yémen du Nord. Ce dualisme, en partie hérité de la colonisation et de la guerre froide, complique le processus de paix. De fait, la question sudiste est devenue centrale dans les pourparlers et nombreux sont ceux qui ne voient pas la paix sans la partition du Yémen⁷⁴.

Ensuite, les clivages religieux sont un sujet important. La division de la population musulmane en deux branches, d'un côté les chaféistes et de l'autre les zaydistes, est une division artificielle que le pouvoir central a su instrumentaliser. Le conflit actuel s'est en partie structuré autour de réactions à cette instrumentalisation puisque certains ont jugé l'unification violente, notamment les populations de Saada. La guerre est causée par des clivages anciens mais le conflit a exacerbé ces fractures. Cette double dynamique explique la complexité du conflit et la difficulté à mettre en place la paix.

La société yéménite est enfin divisée en « groupes de statut » selon les termes de Franck Mermier⁷⁵. Ces groupes que l'on peut comparer à des castes⁷⁶ « sont définis en fonction de la profession et de la place accordée dans la hiérarchie sociale »⁷⁷. Or ils se sont constitués sur le temps long, ou « temps géographique » selon les termes de Fernand Braudel⁷⁸ et renvoient d'un côté aux tribus et de l'autre aux descendants du Prophète, les Hachémites. Cette dualité ancienne renvoie à la revendication par les tribus d'un ancêtre commun, Qahtan, descendant du Prophète Houd. À l'inverse, les Hachémites⁷⁹ revendiquent un lien direct avec la famille du Prophète et se considèrent comme appartenant à la noblesse. Les descendants revendiqués du Prophète auraient, à leur installation au 9^e siècle, utilisé ce prestige pour s'ingérer dans les conflits tribaux, créant ainsi la première fracture entre ces deux groupes.

73 Entretien réalisé le 16 mars 2023 avec un chercheur français

74 Ibid

75 Mermier, Franck. « Yémen, écrire la guerre ». Classiques Garnier, 2018.

76 Entretien réalisé le 16 mars 2023 avec un chercheur français

77 Al-Khaled, Khaled, et Laurent Bonnefooy. « Yémen : d'inquiétantes dynamiques identitaires ». *AOC [Analyse Opinion Critique]*, juillet 2022

78 Thèse de Fernand Braudel : *La Méditerranée et le Monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*

79 Dynastie de laquelle descend l'actuelle famille régnante en Jordanie

L'intervention de la coalition en mars 2015 a accentué ces fractures identitaires anciennes voire mythologiques. Or, elles sont centrales pour la mise en place du processus de paix. La paix ne peut pas passer à côté de ces divisions. La guerre a eu de multiples effets sur la manière dont se scindent les identités au Yémen. La prise de Sanaa par les descendants des Hachémites, les Houthis, est considérée comme une revanche des descendants du Prophète ; or elle est assimilée à une « discrimination » envers ceux qui ne partagent pas cette généalogie. La maîtrise des leviers institutionnels et la mise en place de l'État policier des Houthis ont permis de renforcer ces dynamiques identitaires divergentes : on observe une forte violence envers toutes les oppositions⁸⁰. Pour Laurent Bonnefoy et Khaled al-Khaled, « la guerre constitue un moment de basculement des référents identitaires »⁸¹. Les groupes radicaux ont également réussi à diffuser leur idéologie et à mobiliser des combattants, ce qui a engendré un approfondissement du conflit et des divisions sectaires qui n'avaient pas encore de réalité au Yémen. Ainsi, les dynamiques identitaires actuelles renvoient nettement à des clivages anciens ou nouveaux, instrumentalisés par chacun des camps pour délégitimer son adversaire. Toutes ces dynamiques, en lien avec l'identification à un groupe qui a pris parti pour un camp dans la guerre, mettent en danger l'idéal d'une nation yéménite inclusive et reflètent la difficulté de la mise en œuvre d'un processus de paix qui comblerait durablement ces clivages.

Il s'agit donc d'effectuer une géographie de la représentation où les discours identitaires et les clivages sociaux sont instrumentalisés pour décrédibiliser l'autre. Chaque camp a ses propres réalités territoriales et ses propres représentations de ce que doit être le Yémen. Cela engendre des divisions sur le territoire mais aussi de nombreux freins à penser un Yémen en paix. Il faut pour cela observer la capacité des Houthis à s'étendre dans des territoires qui n'étaient pas liés à leur cause. Ils se retrouvent dans des zones où ils n'avaient pas de représentations politiques, ce qui s'apparente à une forme de conquête du Yémen. Territorialement, la plus forte ligne de partage entre les différents camps se situe dans le gouvernorat de Marib, riche en ressources d'hydrocarbures. Tous se disputent cette région, ce qui fait qu'elle est actuellement sous différents contrôles⁸². Chaque camp a sa propre réalité territoriale ; or tous incluent Marib dans leur conception du Yémen. Cette fracture territoriale qu'est le gouvernorat de Marib explique la complexité d'un processus de paix, nécessairement imparfait au vu des revendications de chaque camp.

80 Al-Khaled, Khaled, et Laurent Bonnefoy. « Yémen : d'inquiétantes dynamiques identitaires ». *AOC [Analyse Opinion Critique]*, juillet 2022

81 Ibid

82 Entretien réalisé le 16 mars 2023 avec un chercheur français

À ces divisions identitaires et territoriales, il faut ajouter la non-homogénéité du conflit sur tout le territoire yéménite. La situation varie en fonction des régions puisque certaines sont soumises à des bombardements réguliers et à des conflits au sol tandis que des régions rurales sont épargnées par la violence. Cela rend le processus de reconstruction plus complexe, toutes les régions n'allant pas à la même vitesse. Les priorités sont ainsi données aux régions où la guerre a matériellement fait des dégâts tandis que les régions épargnées sont mises de côté. Ces divisions compliquent logiquement la recherche d'un consensus national. Une paix durable ne peut donc se passer d'une solution face à ces dynamiques identitaires dont les divisions ont été exacerbées par le conflit.

1.2. Une distance à double tranchant

Cette sous-partie souligne et analyse les freins à l'appropriation du processus de paix lorsqu'on se situe à l'extérieur du Yémen au prisme de multiples enquêtes effectuées par des chercheurs et d'entretiens réalisés. Il se fonde sur l'idée à laquelle nous avons été confrontés que la distance avec le Yémen est vue par ceux qui y vivent comme un avantage pour s'engager dans le processus de paix puisqu'ils ne sont plus contraints par la guerre et le conflit permanent. Et pourtant, il s'agit d'un propos à nuancer. La distance peut également être synonyme d'obstacles et de freins en ce qui concerne l'appropriation du processus de paix.

Une enquête de Solenn Al-Majali pour le Sanaa Center, publiée en 2022⁸³ révèle que les conséquences humanitaires de la guerre s'étendent au-delà des frontières yéménites. Elle estime que depuis mars 2015, 600 000 yéménites ont fui en Jordanie. Son étude s'appuie sur des entretiens semi-directifs menés auprès de réfugiés yéménites en situation précaire de 16 à 60 ans et dont la majorité n'est pas reconnue comme réfugiés auprès du HCR. Ils étaient, pour la plupart, issus de la classe moyenne lorsqu'ils étaient au Yémen mais appartiennent désormais à une classe sociale défavorisée depuis leur installation en Jordanie. Cette dégradation de leur niveau de vie illustre le fait que la migration vers un autre pays n'est pas toujours une situation avantageuse.

Une partie de la population yéménite expatriée rencontre une myriade de limites qui freinent son engagement dans le processus de paix. De fait, l'intégration au pays prime sur l'appropriation du

83 Al-Majali, Solenn, « A Precarious Refuge: Yemeni Asylum-Seekers in Jordan ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 14 février 2022.

processus de paix et cette hiérarchisation des priorités nuance l'idée selon laquelle il est plus simple d'agir pour la paix à distance. Les freins sont nombreux et sont liés aux conditions de voyage et de résidence, aux réactions parfois négatives de la communauté yéménite, aux difficultés d'intégrations liées aux cultures, aux langues.

Il faut tout d'abord souligner le fait que beaucoup de Yéménites ont quitté leur pays d'origine avec l'idée qu'ils y reviendraient bientôt, or la durée dans le temps du conflit a amené ces Yéménites à envisager de rester dans leur pays d'accueil, notamment pour offrir un cadre de vie stable aux enfants, et pour obtenir de nouvelles opportunités en matière d'éducation. Or, en matière d'accès à l'éducation, la population yéménite en Jordanie est confrontée à des obstacles. Solenn Al-Majali souligne que les familles sont considérées comme étrangères et doivent prouver une résidence légale pour inscrire les enfants à l'école. Par ailleurs, la Jordanie a conditionné l'accès à l'école des enfants yéménites au fait qu'ils ne doivent pas avoir manqué plus de deux ans d'école. Généralement, l'accès à l'école est donc réservé aux familles qui ont de l'argent.

Ensuite, une partie de la population yéménite à l'étranger est confrontée à des freins en matière de résidence et de voyage, liés aux questions de statut juridique dans le pays d'accueil. En Jordanie, le document de demandeurs d'asile auprès du HCR n'est pas considéré comme une preuve de résidence ; en effet, il faut obtenir un permis de séjour. Or ce document est cher et est conditionné par l'obtention d'un permis de travail. Ces deux éléments sont un obstacle à la normalisation du statut des Yéménites en Jordanie. Ensuite, le statut de réfugié du HCR en Jordanie est accordé suite à des entretiens multiples où sont évoquées les raisons de l'exil, la persécution dans le pays d'origine etc. Or depuis fin 2019, les Yéménites ne peuvent plus s'enregistrer au HCR. Donc ceux arrivés entre 2020 et 2023 n'ont aucun moyen de légaliser leur résidence, ce qui les enfonce dans une situation précaire, le risque de l'expulsion vers le Yémen planant constamment. Depuis la convention de Genève de 1951, le réfugié doit montrer qu'il a « une crainte fondée d'être persécuté pour des raisons de race, de religion, de nationalité, appartenance à un certain groupe social ou opinion politique », et se trouve « hors du pays dont il a la nationalité et ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ». Cela concerne donc également l'impossibilité de faire des allers-retours comme il a été fréquent de le faire au début du conflit. L'enquête de Solenn Al-Majali évoque l'histoire d'Um Maryam, mère de trois enfants. Elle a voyagé plusieurs fois au Yémen pour rendre visite à sa famille avant de s'installer définitivement en Jordanie en 2017 lorsque les forces saoudiennes ont détruit sa maison. Du fait de ses voyages au Yémen entre 2013 et 2017, elle n'a obtenu son statut de réfugié qu'en 2021. Les

barrières à la normalisation du statut des Yéménites expatriés sont nombreuses et freinent leur intégration. Une partie de la population yéménite de l'extérieur est donc confrontée à des défis relatifs à leur statut juridique dans le pays d'accueil. Cela se traduit par un sentiment d'insécurité, ayant toujours la crainte de perdre leur permis de séjour. Ces obstacles à l'intégration freinent logiquement la capacité des Yéménites expatriés à s'investir dans le processus de paix.

De plus, au-delà de l'intégration, la recherche d'un travail est centrale dans les préoccupations des Yéménites expatriés. Le travail est la clé pour gagner sa vie et accéder à des services éducatifs ou sanitaires pour soi et sa famille. À titre d'exemple, l'enquête de Solenn Al-Majali évoque l'histoire d'Ibrahim. Il a fui Sanaa après avoir été contraint de rejoindre le mouvement Houthi. Il a vendu sa maison en 2019 pour acheter des billets d'avion à lui et sa famille pour la Jordanie. Après quelque temps, il a réussi à trouver un travail dans la vente. Or, en raison du coût du permis de travail, les Yéménites sont confrontés à la nécessité d'obtenir un parrain jordanien (*kafeel*). Mais cette situation est précaire et les dénonciations liées à l'exploitation du parrain et aux conditions de travail sont courantes. Le mari d'Um Tawfiq a été confronté à une série de problèmes avec son *kafeel* jordanien alors qu'il travaillait dans un restaurant yéménite. Le *kafeel* a saisi son passeport malgré les interdictions. Il a travaillé 12 heures par jour et ne recevait pas de salaire. La situation des Yéménites sur le marché du travail est souvent informelle, engendrant une forte précarité. De plus, les enquêtes de différents chercheurs en Jordanie, en lien avec le CARPO, démontrent que les femmes yéménites en Jordanie sont soumises à une forte discrimination et à un harcèlement sexuel qui les contraint dans leur volonté de travailler. De ce fait, se développent, à l'initiative de ces femmes, des entreprises domestiques de manufacture artisanale. Dans d'autres pays d'accueil, les difficultés à trouver un travail sont liées aux barrières linguistiques. L'Allemagne est reconnue comme particulièrement lente en ce qui concerne la possibilité pour les réfugiés yéménites d'apprendre la langue nationale, ce qui complique l'insertion dans le pays d'accueil.

La volonté de s'engager dans le processus de paix et l'activisme sont également confrontés aux restrictions de voyage pour les réfugiés yéménites. Le CARPO évoque l'impossibilité pour un participant de se rendre à Amman pour l'atelier organisé par cet organisme sur la diaspora yéménite en 2022 : il a été refoulé à l'aéroport en France alors qu'il tentait d'embarquer sur un vol vers Amman⁸⁴. Les restrictions de voyages sont particulièrement contraignantes pour toute personne qui

84 Heinze, Marie-Christine, Strzelecka, Ewa, « The Role of the Diaspora in Peacebuilding in Yemen. Potentials and Opportunities, Challenges and Constraints », *CARPO*

souhaite s'engager dans le processus de paix. Si leur statut juridique n'est pas régularisé, de nombreux militants voient leur capacité d'action limitée et font donc face à des difficultés en matière de constitution de réseaux, de connexions etc.

Ensuite, la distance avec le Yémen ne signifie pas nécessairement la liberté pour ces personnes de s'approprier le processus de paix. De nombreuses entraves sont mises à cette partie de la population dans certains pays aux politiques contraignantes concernant l'activisme. Les réseaux sociaux saoudiens ou émiratis sont étroitement surveillés et on observe de nombreuses critiques envers ceux qui s'impliquent dans le processus de paix yéménite. Mais aussi la contrainte dans le pays d'accueil peut venir de la communauté yéménite elle-même. La table ronde organisée par le CARPO a mis en évidence ces dynamiques de rejet de la part de la communauté yéménite : une participante issue de la diaspora yéménite au Royaume-Uni évoque son sentiment d'exclusion par rapport aux autres groupes de la diaspora « en raison de son origine méridionale ». Cette marginalisation empêche la construction de liens pouvant permettre de participer au processus de paix. Cette marginalisation se transforme parfois en campagne de diffamation envers ces militantes et activistes de la diaspora. Pour ces personnes, vivre hors du Yémen a pu constituer une opportunité de s'investir dans le processus de paix en agissant sur les réseaux sociaux. Or cet activisme virtuel a été dénoncé : les militantes présentes à l'atelier ont montré que d'autres Yéménites trouvaient leur travail illégitime car elles étaient des « femmes d'élite et riches de la diaspora »⁸⁵. L'argument principal avancé par ces personnes est le fait que ces femmes de l'extérieur du Yémen ne souffrent pas des mêmes maux que les Yéménites de l'intérieur donc qu'elles n'ont aucune légitimité à l'évoquer. Certaines militantes ont été contraintes de cesser leur activisme en raison de vagues de haines à leur encontre sur les réseaux sociaux.

Nombreux sont les expatriés yéménites qui se sentent obligés de participer au processus de paix, souvent au détriment de leur santé mentale. De fait, beaucoup de victimes du conflit qui sont parvenues à quitter le Yémen ressentent la culpabilité du survivant qui motive leur engagement alors même que ce sentiment est accompagné de traumatismes liés à la guerre et à sa violence. La nécessité de s'adapter à son nouveau milieu et aux défis qui y sont liés sont facteurs de beaucoup de fatigue pour les Yéménites expatriés. Ces difficultés sont à l'origine pour beaucoup d'un arrêt de l'engagement dans le processus de paix. Ils font avant tout primer la stabilité dans leur vie privée et se concentrent sur leur bien-être mental avant de s'engager dans la lutte pour la paix. Le frein principal identifié par une

85 Heinze, Marie-Christine, Strzelecka, Ewa, « The Role of the Diaspora in Peacebuilding in Yemen. Potentials and Opportunities, Challenges and Constraints », *CARPO*

partie de la diaspora yéménite est le manque de stabilité qui existe dans certains pays d'accueil. Sans cette stabilité, il est compliqué de s'engager pour la paix. Cette stabilité n'est possible que si les démarches pour le statut juridique de la personne expatriée sont facilitées, que l'intégration sur le marché du travail est officielle, que la personne n'est pas contrainte dans ses déplacements mais aussi que la capacité de s'engager n'est pas freinée par le cadre politique du pays d'accueil ou par les menaces de la communauté yéménite.

1.3. Un État défaillant voire inopérant

La notion d'État dans la société yéménite actuelle est difficile à appréhender. De nombreuses études effectuées auprès de la société civile montrent que l'absence d'institutions étatiques fonctionnelles est un défi majeur dans l'exercice de leurs activités et dans la consolidation de la paix⁸⁶. De fait, lorsque l'on évoque l'État au Yémen, on pense au gouvernement dit légitime. Or ce gouvernement n'a que peu de pouvoir sur le territoire yéménite. L'État, ce n'est pas ce gouvernement de façade, qui se sert de sa reconnaissance internationale pour se dire légitime⁸⁷.

L'appropriation du processus de paix par les organisations et initiatives locales est rendue particulièrement difficile en raison de cette défaillance des services étatiques. En effet, l'espace de travail d'un certain nombre d'OSC diminue à mesure que le gouvernement central cesse de fonctionner. Officiellement, Hadi représente le Yémen et le camp anti-houthis mais dans les faits, une grande partie du Yémen lui échappe⁸⁸. Au-delà d'un nord gouverné par les Houthis, les séparatistes sudistes ne semblent plus gouvernés par cet État dit légitime. De fait, on observe un État fragmenté. L'État n'a pas la même réalité au nord, dans les territoires obéissant au gouvernement légitime et au sud où le conseil de transition du sud a de plus en plus de poids. L'État, c'est ce que l'on voit, ce que l'on perçoit comme régulant les rapports sociaux ; or, au nord, l'État dit « légitime » n'a aucune réalité. Cette fragmentation de l'État est inhérente au climat de guerre. Cela entraîne une impression de ne pas appartenir au même pays en fonction de sa localisation au nord ou au sud. Sur leur territoire, les Houthis ont leurs propres lois, leurs recommandations en matière de mœurs, leur appareil policier. Ainsi la réalité étatique qui s'impose à Sanaa est celle des Houthis.

86 Elayah, Moosa, Willemijn, Verkoren. « Civil Society during War: The Case of Yemen ». *Peacebuilding*, vol. 8, n° 4, octobre 2020, p. 476-98

87 Entretien réalisé le 16 mars 2023 avec un chercheur français

88 cf. figure 1

Certaines OSC que nous avons interrogées évoquent le danger de travailler dans la société civile à Sanaa aujourd'hui. Le fait de communiquer des informations sur le travail effectué sur place est également un danger en soit et les milices Houthis, qui contrôlent la ville depuis 2014, sont particulièrement virulentes envers ces organisations. De fait, plusieurs études ont révélé que les activités des organisations sont particulièrement entravées dans leurs projets. Le ministère du Plan et de la Sécurité nationale des Houthis suspend des projets de développement au prétexte d'un manque d'autorisation et entrave le travail des organisations. Un entretien réalisé le 12 décembre 2022 avec le directeur d'une organisation de développement à Sanaa est particulièrement révélateur sur ce point. Ses activités de développement local sont régulièrement entravées par les autorités houthis et même, le statut de directeur fait de lui une cible aux yeux des « commerçants de la guerre »⁸⁹.

L'un des effets de cette défaillance étatique réside dans le fait que les institutions de sécurité et de justice sont fragmentées et ont peu de capacités opérationnelles⁹⁰. Selon une enquête de 2015⁹¹, depuis le début de l'intervention saoudienne, 70 % des OSC yéménites ont été fermées tandis que 60% ont été victimes de violences, de pillages, de harcèlement ou de gel des avoirs. Les organisations financées par des donateurs internationaux sont particulièrement touchées par cette situation sécuritaire. Ainsi, au cours de ces neuf années de guerre, les OSC ont été confrontées à de nombreux obstacles sur la nature de leurs activités et sur leur localisation.

Une étude datée de 2020 effectuée par Moosa Elayah et Willemijn Verkoren⁹² sur le concept de société civile au Yémen évoque les difficultés de Mohamed Al-Shadadi, directeur de la fondation Marib Dam pour le développement, qui a déclaré que les belligérants s'ingèrent dans tous les aspects du travail d'assistance des organisations, y compris la distribution de l'aide étrangère, et parfois attaquent les entrepôts de nourriture. Les organisations sont elles-même touchées par le conflit et leurs projets sont ralentis voire mis à l'arrêt par ce manque d'encadrement d'un État central.

L'effondrement d'une gouvernance efficace pendant un conflit tend à produire des niveaux extrêmes de corruption, ce qui complique davantage les opérations des OSC. La conséquence de cette défaillance de l'État a été pour de nombreuses organisations de concentrer leurs projets et leurs

89 Entretien réalisé le 12 décembre 2023 avec le directeur d'une organisation locale

90 Entretien réalisé le 16 mars 2023 avec un chercheur français

91 Elayah, Moosa, Willemijn, Verkoren. « Civil Society during War: The Case of Yemen ». *Peacebuilding*, vol. 8, n° 4, octobre 2020, p. 476-98

92 Ibid

activités loin des procédures officielles. Ce phénomène a entraîné un retour du népotisme et du favoritisme car il a forcé les organisations à revenir à l'utilisation de canaux informels et au recours aux relations personnelles pour mener à bien leurs activités. Actuellement, les nouveaux militants des organisations de la société civile⁹³ soulignent que la corruption est en forte recrudescence. Al-Hamadany, directeur d'une organisation déclare que "la corruption est désormais endémique et incontrôlable, en particulier après la suspension des salaires des employés de l'État". Des recherches démontrent que les organisations sont contraintes de soudoyer des fonctionnaires ou de payer des « impôts » aux milices pour que l'aide arrive aux populations dans le besoin. L'État, ou plutôt le manque d'institutions étatiques fonctionnelles, est un troisième frein pour l'appropriation du processus de paix à l'échelle locale.

Malgré ces freins et ces limites à l'appropriation du processus de paix, les initiatives à grande échelle sont nombreuses, aussi bien en dehors du Yémen qu'en son sein.

93 Ibid

2. La population civile locale et la diaspora : une relation fondée autour du processus de paix

2.1. Cartographie des flux et des articulations entre le Yémen et l'extérieur

Ce paragraphe se fonde sur des entretiens semi-directifs menés auprès de Yéménites expatriés. Il vise à cerner les profils des expatriés, les réseaux qui se créent au sein des différentes communautés avec un point focal sur la relation entre les Yéménites habitant en France et le Yémen car il a été plus simple de s'y intégrer pour des raisons linguistiques et physiques. Il s'agit de montrer que la capacité d'agir passe par la mobilisation de flux, majoritairement invisibles, permettant le processus de paix.

Un biais cependant est à souligner : le fait d'avoir interrogé des expatriés yéménites intégrés en France rend nécessaire de nuancer ces propos. De fait, même si cela n'est pas exclusif, la majorité de la diaspora yéménite arrivée dans les pays européens fait partie d'une élite. Ce sont des hommes et des femmes d'affaires, des intellectuels, des étudiants. Leurs moyens d'action ne sont donc pas les mêmes que ceux des communautés yéménites plus défavorisées. Il ne s'agit pas d'effectuer des généralités. Il n'en demeure pas moins que les capacités d'action ne sont pas les mêmes en fonction de la couche sociale à laquelle les Yéménites appartiennent au moment du départ et en fonction du pays d'accueil. Mais il convient d'interroger ces flux afin de comprendre les articulations entre le Yémen et son « dehors ».

La guerre a engendré un important phénomène migratoire qui a avant tout touché les militants, les hommes et femmes d'affaires et les politiciens, qui ont pris la décision d'aller exercer leurs activités à l'étranger. Les chiffres démontrent que le nombre de Yéménites en Europe a doublé entre 2014 et 2019 et qu'ils se sont surtout concentrés en Allemagne ou au Royaume-Uni tout en gardant de profonds liens avec le Yémen. Nous avons pu avoir accès à une petite communauté yéménite à Paris qui a accepté de répondre à nos questions sur leurs liens avec le Yémen, sur leurs réseaux et connexions.

Il s'agit d'abord de faire un point sur les membres de la communauté yéménite expatriée interrogés. Dans les cas auxquels nous avons été confrontés, il s'agit de personnes qui ont eu l'opportunité de partir avant la guerre, et qui se sont intégrés depuis longtemps en France métropolitaine et dans les départements et régions d'outre-mer (DROM)⁹⁴. M.M. est née à Aden, dans une famille modeste et est

94 Entretien par discussion WhatsApp avec une activiste yéménite

restée au Yémen jusqu'à ses 18ans⁹⁵. Elle a eu alors l'opportunité de se rendre en France via un programme d'études. Elle s'est rendue à Brest en Licence éco-gestion en 2012 avec la volonté première d'apprendre une nouvelle langue. Nous avons évoqué le choc culturel auquel M.M. a été confrontée lors de son arrivée d'autant qu'elle quittait sa famille pour la première fois et qu'elle parlait un français débutant. Malgré ces difficultés, M.M. a réussi à s'intégrer via la résidence universitaire où elle logeait et qui formait, nous dit-elle, une « petite communauté ». Les circonstances de la guerre l'ont amenée à rester en France. Avant la guerre, le programme finançait le retour des étudiants auprès de leur famille en été. M.M. a donc pu retourner au Yémen en 2013 et en 2014 mais ces retours se sont interrompus avec le déclenchement de la guerre. Elle y est ensuite retournée en janvier 2019 lorsque l'aéroport a été temporairement ouvert, avant d'être de nouveau fermé avec la Covid.

Ensuite, les Yéménites expatriés en France, ici dans le cadre d'une poursuite d'études, ont connu une intégration difficile. M.M. a d'abord évoqué les démarches administratives françaises très difficiles, notamment en raison des nombreux documents à fournir pour les élèves du programme mais aussi parce qu'il fallait traduire tous les documents en français, avoir des certificats médicaux et attendre l'obtention des cartes de séjour. Ces difficultés administratives ont été palliées par la création d'un groupe Facebook avec d'anciens étudiants yéménites venus en France dans le cadre du même programme à qui les nouveaux étudiants pouvaient poser des questions. Ces groupes, premiers réseaux entre yéménites expatriés, ont beaucoup aidé les étudiants comme M.M. et ont permis de connaître d'autres étudiants. M.M. a pu échanger avec deux autres étudiants yéménites arrivés en même temps qu'elle à Brest. L'intégration a été facilitée par le fait que de nombreux étudiants yéménites du programme de subventions étaient dans les mêmes programmes de langue quand ils vivaient encore au Yémen. Ils ont pour beaucoup appris le français ensemble et sont devenus proches car partageant les mêmes trajectoires. Une fois en France, l'organisme de subventions organisait des rassemblements afin de créer et de conserver des liens entre ces élèves.

Les réseaux entre Yéménites en France sont nombreux et sont souvent mis en place par des Yéménites arrivés antérieurement, qui aident les nouveaux venus à s'intégrer et à créer des liens. Dans le cas de M.M., sa mère était amie avec une femme arrivée en France dans les années 80 pour poursuivre ses études. Une fois M.M. arrivée en France, cette personne l'a invitée à venir à Paris ; elles ont tissé des liens entre elles mais également avec d'autres yéménites expatriés à l'instar des parents d'une personne que nous avons pu également interroger. On comprend alors que les connaissances se font au fur et à

95 Entretien réalisé le 7 avril 2023 avec une Yéménite expatriée en France

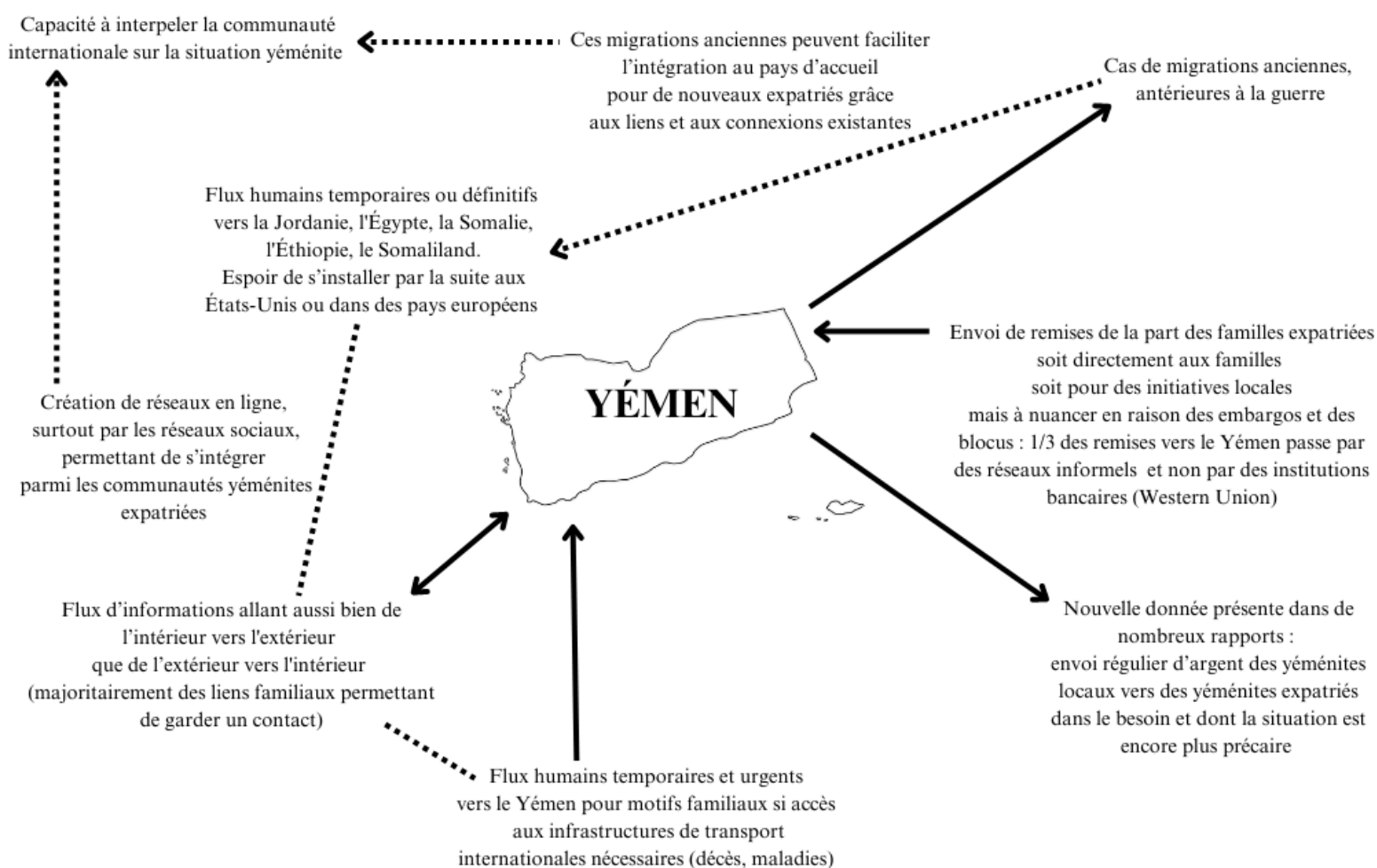
mesure, que les liens se constituent grâce aux amies de sa mère qui ont immigré en France avant elle. Le fait de connaître d'autres Yéménites expatriés à sa venue en France a rassuré M.M. mais surtout ces liens sont pour elle « une famille » qu'elle a pu se créer et ces réseaux lui ont donné l'impression « d'avoir vraiment grandi avec ces personnes, de partager les mêmes histoires et expériences ». Ces réseaux permettent aux Yéménites expatriés en France de créer des petites communautés d'histoires et d'expériences communes.

Il faut par ailleurs évoquer les liens qu'il a été possible d'entretenir avec la famille et les amis restés au Yémen. La guerre a rendu impossible pour beaucoup l'accès à internet au Yémen. Les réseaux tels que Facebook, Messenger ou Skype étaient les seuls moyens de communication mais la connexion était précaire. Si les coupures internet étaient trop longues, M.M. avait la possibilité d'utiliser l'application *Voice* qui permettait de transférer les appels mais il arrivait que ces supports ne fonctionnent pas non plus. M.M. évoque de longs moments d'attente, la peur de recevoir des mauvaises nouvelles, la peur de perdre sa famille. Le lien entre les personnes expatriées et leurs proches restés au Yémen est limité par ces difficultés de connexions. Dès qu'ils en avaient l'occasion, les proches de M.M. lui envoyaient des messages très simples, juste pour dire qu'ils étaient encore en vie. Grâce aux groupes d'étudiants yéménites qu'ils avaient formés sur les réseaux sociaux, notamment les messageries instantanées comme WhatsApp, des liens de solidarité se sont créés et les étudiants ont pu échanger leurs informations : « Est-ce qu'internet marche au Yémen ? Est-ce que vous arrivez à avoir vos familles ? ». Ces échanges ont permis aux jeunes yéménites expatriés en France pour leurs études de se rassurer entre eux, de transmettre les informations que chacun avait en sa possession et donc de créer des réseaux et des flux.

Ce réseau d'interconnexion des Yéménites expatriés constitue notre porte d'entrée sur la résilience des populations restées sur place. Les familles au Yémen vivent souvent sous le même toit et dans le cas de M.M., cela a été l'occasion de former des liens forts. Le fait de vivre tous ensemble a été rassurant et leur a même permis de créer de beaux souvenirs. La forte solidarité entre les membres de la famille à tel point qu'ils « se sont habitués à la guerre et n'avaient plus vraiment peur » alors que M.M. était « terrorisée » lors de sa visite en 2019. Le fossé entre M.M. et sa famille restée au Yémen réside dans le fait qu'ils n'ont pas la même expérience de la guerre. Sa famille ne parle pas de la guerre et essaient de vivre de manière heureuse. Ils ignorent le problème car ils ne peuvent pas trouver de solution. D'après sa mère, quand ils ont décidé d'arrêter de parler de la guerre, ils ont recommencé à rire, à vivre. Malgré la ville détruite et les gens blessés, il fallait relativiser. Cette manière d'appréhender la

guerre relève d'une véritable forme de résilience. De fait, la génération de sa mère a vécu plusieurs guerres et a pu développer une culture de la résistance et de la résilience : relativiser relève d'une capacité de résister, de faire face à la guerre en fuyant cette réalité de la violence. M.M. nous révèle que les Yéménites ont une mentalité très forte liée au fait que la population a « vécu beaucoup de choses difficiles ». Ce sont, pour elle, des expériences qui rendent plus fortes et qui permettent de voir les choses de manière différente. Ainsi, c'est par le prisme des expatriés que nous pouvons appréhender la manière dont la population yéménite vit la guerre. L'interconnexion est donc déjà une forme d'agentivité.

Liens et réseaux entre la population du dedans et celle du dehors du Yémen : l'agentivité par l'interconnexion



Réalisation : Lena DENYS, M1 Géopolitique, 2023
Sources : entretiens, rapports du CARPO

Figure 2 : Liens et réseaux entre la population du dedans et celle du dehors du Yémen : l'agentivité par l'interconnexion

Cet organigramme permet de visualiser les connexions entre l'intérieur et l'extérieur du Yémen que nous avons pu identifier grâce aux entretiens mais également par la lecture de rapports sur la diaspora yéménite. Cette articulation est visible dès lors que l'on obtient l'opportunité d'échanger avec des membres des différentes communautés yéménites, qu'elles soient au Yémen ou en dehors. On y observe les flux d'informations et les mouvements financiers, mais aussi les mobilités humaines et les capacités d'interpellation de hautes organisations. Sans être exhaustif, il donne à voir la capacité des différentes communautés yéménites à tisser des liens, à créer des ponts permettant l'intégration de nouveaux migrants au pays d'arrivée ou d'entretenir les connexions avec les familles et amis restés au Yémen.

L'interconnexion est une forme d'agentivité induite par la diaspora mais peut aussi être rapprochée de la notion de « capacité » issue des théories d'Amartya Sen⁹⁶ qui renvoie à la possibilité effective qu'a un individu de choisir diverses combinaisons de fonctionnements et donc à son libre arbitre. Ils font le choix d'entretenir ces liens de solidarités. La capacité d'agir, fondamentale dans notre sujet sur l'appropriation du processus de paix, passe par cette manière dont certains membres de la population yéménite tissent des liens entre eux et avec le Yémen.

2.2. L'apport de ces flux au processus de paix et à la résilience des populations locales

Les flux que nous avons pu identifier sont vitaux pour l'émergence d'un processus de paix au Yémen. Le fait de pouvoir créer des réseaux avec le Yémen relève d'une forme d'agentivité rarement soulevée par la recherche mais surtout, ces connexions apportent à la capacité de résilience des populations locales. La part de la population expatriée qui a pu fonder ces liens illustre la capacité à construire des ponts au-delà des clivages identifiés précédemment. La mobilisation des expatriés dans le processus de paix est facilitée par un haut niveau d'interconnexion mais aussi par l'instantanéité et la rapidité des échanges et des mobilités. Ces flux permettent de mettre en réseau les différentes initiatives pour la paix et de les rendre plus conséquentes, de dépasser l'échelle individuelle pour passer à l'échelle communautaire, voire au-delà.

96 Kebfene, Moundiné, « La théorie des capacités d'Amartya SEN Epistémologie et Applications à la qualité de vie dans le contexte des inégalités de santé ». 1. Aufl, Presses Académiques Francophones, 2014.

Un entretien mené le 16 février 2023 avec un chercheur yéménite évoque l'importance des flux financiers envoyés de l'extérieur du Yémen vers des membres de sa famille restée au Yémen. De fait, ces envois de fonds permettent l'achat de médicaments pour la mère de la personne interrogée. De la même manière, la femme de cet enquêté envoie de l'argent à sa famille au Yémen afin de subvenir à ses besoins. Ces envois de fonds financiers par le biais de canaux de remises officielles comme Western Union permettent de vivre ou de survivre pour les populations locales. Ainsi, les remises permettent d'augmenter la capacité de résilience des populations sur place, souvent des membres des familles restés au Yémen. Le fait de quitter le Yémen semble donc amener une série d'opportunités. Le CARPO montre que ce départ prédestine les expatriés yéménites à « être des bâtisseurs de paix, capables de jeter des ponts et d'aider à identifier de nouvelles idées et voies pour la médiation des conflits et la reconstruction post conflit du Yémen »⁹⁷. Cette expression montre l'importance des flux identifiés précédemment dans l'effectivité du processus de paix, cette part de la population expatriée constituant une clé trop souvent négligée pour bâtir la stabilisation du Yémen.

Les expatriés yéménites exercent une capacité d'influence et de soutien forts, leur permettant de s'engager dans le processus et cela de multiples manières, en fonction des besoins de leurs familles restées au Yémen et de leurs moyens. La diaspora yéménite permet de soutenir les initiatives locales déjà existantes, par des financements ou bien par la promotion de ces projets auprès de l'aide internationale. De fait, la diaspora yéménite à l'étranger est souvent associée à une meilleure offre éducative et connaît le fonctionnement des subventions humanitaires. Mais aussi, cette éducation de la diaspora yéménite leur a permis d'acquérir des compétences linguistiques. La majorité des Yéménites interrogés parlent deux à trois langues couramment parmi lesquels l'anglais et le français, deux langues officielles de grandes organisations mondiales. De plus, on observe chez ces personnes de bonnes connaissances en informatique, favorisées par un accès libre à internet dans leur pays d'accueil ce qui peut permettre la mobilisation de réseaux plus difficiles d'accès pour des personnes privées de ces supports. Une part de la population yéménite réussit donc à capter les canaux d'aide à laquelle la population locale n'a pas accès.

À titre d'exemple, le CARPO a organisé une table ronde en juin 2022⁹⁸ à Amman mobilisant plusieurs membres de la diaspora yéménite venant de différents pays d'accueil afin d'en déterminer le rôle dans

97 Heinze, Marie-Christine, Strzelecka, Ewa, « The Role of the Diaspora in Peacebuilding in Yemen. Potentials and Opportunities, Challenges and Constraints », *CARPO*

98 Ibid

le processus de paix. Cette table ronde a conclu que ces membres ont des facilités à entrer en contact les uns avec les autres mais aussi avec leurs familles et amis restés au Yémen et peuvent interpeler la communauté internationale. L'un des participants, issu de la population yéménite expatriée au Royaume-Uni, évoque la création du forum « Labour Friends of Yemen ». Il s'agit d'une succursale du Parti travailliste anglais dont le rôle est de débattre sur la situation yéménite. Ce groupe de travail est parvenu à informer les politiciens du Labour Party sur le conflit, souhaitant influencer leurs positions et peut-être leurs décisions sur ce sujet et ainsi participer au processus de paix. Non seulement ce groupe politique a créé un réseau d'expatriés yéménites voulant agir pour leur pays d'origine, mais encore, ce réseau a réussi à interpeller de hautes autorités anglaises, difficiles d'accès pour un individu seul. De cette manière, une partie de la population expatriée réussit à influencer le processus de paix en raison d'une connaissance des leviers économiques, sociaux, culturels et politiques aussi bien dans leur pays d'origine que dans leur pays de résidence.

Grâce à de nouvelles opportunités, induites par l'arrivée dans un pays hôte, la part des réfugiés yéménites à l'étranger obtient de nouvelles opportunités pouvant permettre de participer à la reconstruction physique (par des financements ou des mises en place de projets de développement etc.) et symbolique du Yémen (par l'interpellation de hautes autorités pouvant appuyer la mise en place d'un accord de paix).

Pour de nombreux pays en guerre en Afrique ou au Moyen-Orient, le rôle de la diaspora dans la mise en exergue d'un processus de paix a été soulevé. Ces recherches soulèvent que la diaspora, sensibilisée aux questions de droits de l'homme et de libertés, est très active pour faire survenir la paix dans son pays d'origine. La population yéménite à l'étranger devient promotrice de différentes valeurs, inhérentes au processus de paix, parmi lesquelles l'égalité, l'inclusivité, les droits humains et la liberté. Ces flux sont donc nécessaires au processus de paix en ce qu'ils amènent à penser la paix au Yémen en dehors du Yémen.

2.3. Les initiatives de la population civile et des expatriés pour la paix

De cette manière, grâce aux flux d'informations émanant du Yémen vers les populations expatriées et inversement, nous avons connaissance d'initiatives à grande échelle, mises en place par la population civile locale ou expatriée pour la paix. Il s'agit ici d'en faire un tableau non exhaustif pour illustrer la

capacité d'agir de cette partie de la population yéménite qui agit pour la paix sans être professionnelle dans ce domaine.

Les initiatives de la population civile, locale ou expatriée, sont nombreuses. Pour financer ces initiatives, les capacités du secteur privé yéménite expatrié sont fondamentales. En Égypte, les forts liens de solidarité existant entre les Yéménites expatriés et les Yéménites locaux favorisent les actions pour la paix. Certains professionnels des affaires, actuellement expatriés en Égypte, sont à la source de financements pour l'amélioration des conditions de vie des nouveaux arrivés en Égypte ou pour le développement et la reconstruction des communautés au Yémen. Ces investissements ont une nette influence sur le financement d'initiatives locales pour la paix.

Comme le souligne un article de Roman Stadnicki et Basheer Al-Mohallal⁹⁹, la population civile est tentée de se détacher des structures officielles de par la perte de confiance en ces institutions : de cette manière, la population civile s'émancipe et tente de combler les lacunes laissées par ces institutions. Se créent alors des initiatives locales, mises en place par la population civile à l'échelle communautaire ou du village et sur la base du volontariat. Cette capacité de s'organiser à l'échelle du village fait montre d'une agentivité de la population civile dans le cadre du processus de paix. Une étude fondée sur le district de Badan¹⁰⁰ qui regroupe 246 villages et compte, en 2004, 116 045 habitants, illustre ces initiatives. Les habitants de ce district, habitués à s'investir dans de multiples domaines d'activité tels que l'agriculture, l'élevage ou le commerce, sont à l'initiative de projets de développement. Ces projets sont majoritairement financés par les remises effectuées par des Yéménites expatriés, ressource majeure pour la population. On observe dans ce district plusieurs projets de reconstruction de route initiés par des habitants afin de désenclaver leur village et ainsi permettre l'essor de leur commerce¹⁰¹. Régulièrement, ces projets viennent directement de la mobilisation des villageois et les travaux relèvent d'une forme de spontanéité. L'étude dénombre notamment une série d'initiatives liées à l'accès à l'eau potable visant l'entretien des pompes, réservoirs et puits. On observe aussi des initiatives fondées sur la solidarité avec la distribution d'une aide alimentaire pour les populations défavorisées¹⁰². L'échelle de la communauté villageoise est fondamentale et semble être l'échelle de prédilection pour les projets à l'initiative de la population, les us et coutumes étant encore très présents

99 Stadnicki, Roman. « Villages en chantier : le retour de l'initiative locale dans les montagnes yéménites ». *Moyen-Orient*, janvier 2020.

100 Ibid

101 Conversation WhatsApp avec une activiste yéménite

102 Stadnicki, Roman. « Villages en chantier : le retour de l'initiative locale dans les montagnes yéménites ». *Moyen-Orient*, janvier 2020.

dans les campagnes yéménites, de part l'importance de l'héritage tribal mais aussi par l'absence de l'État et de ses services dans certaines provinces reculées. L'échelle communautaire apparaît ainsi comme centrale dans la manière de mettre en place ces initiatives. Cet exemple illustre l'importance du village dans l'appropriation du processus de paix par la population civile et concomitamment, l'importance des espaces publics : l'étude illustre que les souks, mosquées, écoles et mafraj¹⁰³ ont joué un rôle important dans la diffusion des initiatives communautaires. Les projets y sont débattus, organisés et mis en place.

Ces projets sont la source d'une résilience des sociétés yéménites face à la guerre. Comme le montre l'article, la guerre a engendré un « repli des individus sur les échelles de proximité **et** a conduit à un regain de solidarité ayant permis en creux de développer ces projets de reconstruction que l'État n'est pas en mesure de mener ». L'impulsion de la population civile dans la mise en œuvre d'un processus de reconstruction est réelle et peut être lue au prisme de l'agentivité de la société yéménite. Ces initiatives permettent d'accroître les capacités de résilience des populations sans que les services n'aient à intervenir ou à investir.

Les jeunes yéménites interrogés souhaitent l'amélioration de la situation économique. Au début du conflit, les jeunes ont tenté de répondre aux besoins immédiats de subsistance et de survie des communautés. Encore une fois, les personnes interrogées agissent ici à l'échelle locale, communautaire et villageoise. On observe à ce titre un certain nombre d'évènements organisés par les jeunes yéménites pour la distribution de nourriture et d'eau et cela dans plusieurs régions. En plus de ces initiatives locales ponctuelles, les jeunes interrogés ont tenté de répondre à la situation économique yéménite de manière durable à travers un soutien apporté aux entreprises de leur quartier. Cela passe par la formation des jeunes à des métiers, afin d'en faire des employés qualifiés dans certains domaines d'activité. À Al-Mukalla, des jeunes militants ont organisé des formations professionnelles à des jeunes dans l'électricité, l'agriculture, la plomberie etc. Ces projets sont ainsi fondamentaux pour la résilience de la population civile.

Certaines initiatives viennent à l'inverse de membres de la population civile expatriée et sont complémentaires des initiatives locales de la population civile au Yémen. Nous pouvons pour cela évoquer une proposition d'une plateforme en ligne¹⁰⁴ devant permettre la localisation des abus exercés

103 Salle de réception typique

104 Dont on nous a demandé de ne mentionner ni le nom ni le créateur

par les parties en guerre envers la population civile locale. Il s'agit de rendre public ces abus en les mettant en ligne grâce à cette plateforme. Celle-ci relève d'une initiative individuelle amenant peut-être, s'il est validé, à un projet effectif afin de localiser ces abus. Ce site en ligne doit permettre de renverser la dynamique de l'impunité envers les crimes perpétrés contre les populations civiles par les belligérants. Ce projet concerne directement le processus de paix car il fait la promotion des droits des Yéménites et participe ainsi à la stabilisation du conflit et à la sécurité des populations. Cette tentative de prévention face aux crimes de guerre entre pleinement dans cette catégorie des initiatives à échelle individuelle pour la promotion de la paix au Yémen.

Les Yéménites font ainsi montre d'une forte solidarité, que ce soit entre le Yémen de l'intérieur et les Yéménites à l'extérieur ou bien au sein des différentes communautés yéménites locales. La population civile, locale comme expatriée, est à la source de multiples initiatives qu'il est impossible de quantifier et d'évoquer de manière exhaustive. Mais ces quelques exemples sont la preuve de l'existence de ces initiatives qui permettent une appropriation du processus de paix à l'échelle locale. Cette capacité de mettre en place des projets de reconstruction, de développement, de financements d'infrastructures augmente la résilience des populations les plus défavorisées. Cependant, ces projets et initiatives sont régulièrement désorganisés, ce qui engendre une difficulté pour la population civile de s'emparer le processus de paix à une autre échelle que l'échelle individuelle ou communautaire. Ainsi, afin de réorienter ces initiatives, des professionnels de la société civile sont nécessaires pour rendre ces projets plus efficaces.

3. Le processus de paix entrepris par les professionnels de la société civile aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur

3.1. Émergence et présence des organisations de la société civile yéménite agissant pour la promotion de la paix

Les OSC sont apparues au Yémen pour faire face à la colonisation britannique au Sud et au règne de l'Imamat au Nord. En 1960, on dénombre 47 organisations officielles et 424 en 1989¹⁰⁵. L'unification du Yémen en 1990 a entraîné une multiplication des organisations notamment grâce aux lois de facilitation du processus d'enregistrement des OSC. La constitution de 1991 insuffle un vent de modernité dans cette société civile professionnelle en promouvant la liberté d'association et de participation à la vie publique. Le travail caritatif était alors fondamental pour ces organisations, permettant des progrès dans l'éducation, le développement etc. Certaines villes sont devenues des pôles en matière d'organisations à l'instar de Sanaa, d'Aden et de Taiz qui en ont accueilli un grand nombre. Mais, se sont aussi développées des OSC locales par le biais d'un activisme tribal ou religieux qui visaient à fournir des services et des soutiens dans ces espaces oubliés par l'État. Le Printemps arabe de 2011 a renforcé cet essor des OSC avec la création d'une Coalition civile de la jeunesse révolutionnaire qui souhaitait : « jeter les bases d'un État civique, moderne et démocratique qui peut interagir avec les réalités du monde moderne sur la base de l'égalité des citoyens, des droits de l'homme, de la justice sociale, d'une politique plurielle et la liberté d'expression et d'opinion »¹⁰⁶. Le printemps yéménite a donné naissance à des organisations plus politiques et indépendantes des autorités. La guerre a exercé une forte influence sur l'émergence et le travail des nouvelles organisations qui ont souhaité agir pour la paix, malgré les difficultés inhérentes au conflit. En 2014, le nombre d'ONG au Yémen était d'environ 9 996, mais à la fin de 2018, ce nombre était de 18 650¹⁰⁷. Or, on remarque que ces nouvelles organisations ont majoritairement été créées par les parties en guerre, ce qui contrevient à la définition occidentale de la société civile. Entre 2014 et 2018, les Houthis ont fondé environ 1 500 organisations dans les différentes villes qu'ils contrôlent afin de répondre aux besoins locaux mais aussi pour obtenir une légitimité et des financements étrangers.

105 Qassim, Abdulkarim, Amin, Loay, Transfeld, Mareike, Strzelecka, Ewa, « The Role of Civil Society in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*

106 Elayah, Moosa, Willemijn, Verkoren. « Civil Society during War: The Case of Yemen ». *Peacebuilding*, vol. 8, n° 4, octobre 2020, p. 476-98.

107 Ibid

De cette manière, la réalité des organisations de la société civile locale est plus difficile à appréhender dans des pays en guerre comme le Yémen que dans des pays en paix. Les OSC travaillent généralement avec l'État mais aussi avec des organisations internationales, des gouvernements étrangers, des milices, des groupes rebelles ou des organisations terroristes. On peut ainsi rappeler la typologie suivante, émise par le travail de recherche sur la notion de société civile de Moosa Elayah et Willemijn Verkoren : nous avons d'une part, les organisations dirigées par des donateurs souvent captés par les acteurs politiques, d'autre part, les organisations locales fondées selon des dynamiques tribales ou religieuses, souvent plus indépendantes, et enfin les groupes militants qui ont émergé lors du printemps yéménite, indépendants politiquement. Ce sont surtout sur ces deux derniers types d'organisations que nous focaliserons notre analyse car ce sont celles qui participent le plus au processus de paix, étant donné leurs projets et leurs initiatives.

Le gouvernorat de Marib¹⁰⁸ illustre cette diversité et cette spécificité des organisations yéménites. Cette région est un moteur pour le pays en raison de la présence de ressources pétrolières et gazières. Pourtant le gouvernorat est fortement affaibli du fait d'une marginalisation par l'État avant la guerre qui a négligé en services cette région. Cette absence de services de l'État a également engendré un manque d'organisations pour venir en aide aux populations dans le besoin. Le printemps yéménite de 2011 a permis de combler en partie cette lacune par la création de quelques organisations locales. La guerre a provoqué le déplacement interne de millions de Yéménites et Marib, par sa position stratégique en tant que dernier bastion du gouvernement internationalement reconnu, en a accueilli un certain nombre. De 360 000 habitants en 2014, on dénombre 3 millions de yéménites en 2020. La ville de Marib accueille à elle seule 82 % des déplacés selon un rapport du Sanaa Center¹⁰⁹. Le reste de la population déplacée est réparti dans des camps en périphérie. Cette situation humanitaire a entraîné la multiplication des organisations ainsi qu'une importante levée de leurs moyens. Malgré les contraintes liées à certains projets, les associations ont réussi à se développer à l'inverse des zones contrôlées par les Houthis. Dans ces espaces, l'espace de la société civile est restreint et les projets sont réprimés. Depuis 2017, les Houthis ont modifié les réglementations afin de contrôler les organisations. Celles qui travaillaient sur des sujets relatifs à l'égalité des sexes doivent désormais obtenir une autorisation. Certains gouvernorats sont bien moins restrictifs et permettent à la société civile professionnelle d'avoir un espace de travail élargi. Concernant Marib, en 2020¹¹⁰, Hassan al-Shabwani, l'ancien

108 Sanaa Center, « Priorities in Marib: A Sana'a Center Workshop ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 15 août 2022

109 Balghaith, Mehdi, Al-Adwar, Sadam « The Impact of War on Civil Society Organizations in Marib ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 27 janvier 2022.

¹¹⁰ Ibid

directeur général de l'Office des Affaires Sociales et du Travail, a montré l'augmentation du nombre d'organisations locales actives dans le gouvernorat. Cette croissance est de fait considérable puisqu'on recense 90 organisations en février 2020 et 160 quelques mois plus tard. La majorité des organisations reste fondée sur des projets caritatifs mais certaines ont réussi à élargir leurs prérogatives en mettant en œuvre des initiatives portant sur les droits de l'homme ou le développement.

En dehors du Yémen, de nombreuses organisations sont nées en réaction à la guerre et fondent leurs projets sur le processus de paix. Nous avons pu nous entretenir avec Sadek Alsaar, fondateur et président de Salam for Yémen qui est revenu sur les prémisses de l'organisation et les raisons de sa création. L'organisation, créée en 2015, est née en réaction à la tournure de la guerre. Le président de l'organisation nous dit notamment « avoir vu les dangers » de cette guerre étant donné la fragilité déjà existante du Yémen, sa crise économique et sociale. L'association est née pour « crier haut et fort que c'était avant tout une guerre contre les Yéménites et non contre les Houthis ». La communauté yéménite à l'étranger a tenté ainsi de faire valoir sa voix en exprimant ce que la population locale n'avait pas le pouvoir de dire. Au début, le fondateur de l'association évoque sa volonté de travailler sur place, d'envoyer des gens pour faire de l'humanitaire. Mais ce qui était selon lui « une forme d'optimisme » s'est révélé difficile à mettre en place de l'extérieur en raison du blocus. Il a donc pris la décision de se mettre en relation avec d'autres organisations travaillant pour le Yémen mais de l'extérieur et de mettre en place des plaidoyers.

Ainsi, les organisations sont nombreuses, suivent des fonctionnements différents, sont localisées à l'intérieur comme à l'extérieur du Yémen mais toutes mettent en place des stratégies et des projets concrets afin d'amener la paix en faisant montre d'une capacité d'agir qui tente de défier les dynamiques de la guerre.

3.2. Des actions concrètes pour la paix : les OSC, un moyen de décupler la capacité d'agir des acteurs non-étatiques

Les organisations, qu'elles soient localisées à l'intérieur ou à l'extérieur du Yémen, tiennent un rôle fondamental dans la promotion et la mise en place de la paix. Les réseaux et connexions permettent de donner de l'importance à ce qui se passe au Yémen alors même que les médias et les politiques invisibilisent ce conflit. Pour illustrer ce propos, nous avons réalisé une série d'entretiens avec des organisations qui nous ont expliqué leurs travaux, leurs projets dans le domaine de la consolidation et

de la promotion de la paix mais aussi la manière dont elles interagissent avec d'autres organisations locales ou expatriées. Nous avons croisé ces entretiens avec des études antérieures afin d'effectuer une analyse la plus large possible. Chacune des organisations agit dans des domaines différents et pourtant toutes participent concrètement à cette appropriation du processus de paix.

De par leur caractéristique professionnelle, les organisations ont tendance à avoir la confiance de la communauté internationale et des populations. À partir d'une évaluation communautaire du travail des OSC locales à Marib entre 2015 et 2020, l'auteur de l'étude¹¹¹ remarque que la majorité des répondants apprécient le travail des organisations et même 77% font appel à ces organisations locales pour des services et des soutiens normalement apportés par les autorités locales. Les organisations savent combler un manque et en cela, sont généralement acceptées et recherchées par la population. Pour les répondants à cette enquête, les organisations sont fondamentales pour le développement de la région, son essor et pour répondre aux besoins humanitaires de Marib. L'assistance fournie aux déplacés et le soutien apporté aux populations locales répond aux besoins vitaux de ces personnes qui voient leurs conditions de vie se détériorer à mesure que, d'une part, les salaires et les opportunités d'emplois baissent et que, d'autre part, la population du gouvernorat augmente. Les organisations locales sont perçues comme un moyen de pallier les difficultés inhérentes à la guerre et en cela, elles participent au processus de construction de la paix.

Ce processus passe également par les réseaux et les connexions établis entre les organisations locales et les communautés. Ces liens ont permis à ces organisations d'avoir une véritable connaissance du terrain et de pouvoir cerner avec précision les conditions de vie des membres de ces communautés. Ainsi, leurs besoins sont compris et les organisations permettent d'améliorer les conditions de vie des personnes en apportant une aide humanitaire. Y30 est une association genevoise qui fait le lien entre les OSC du Yémen et celles de l'extérieur. Nous avons pu entrer en contact avec cette organisation grâce à un de ses membre actifs¹¹². L'association existe depuis 2007 et met en place des levées de fonds et des conceptions de projet qui sont ensuite appliquées à Sanaa. Y30 travaille surtout sur l'aspect logistique dans de multiples domaines selon les besoins des populations locales à savoir l'agriculture, l'aide alimentaire, les centres pour enfants handicapés ; et la branche Y30D met en place les projets sur place ,ce qui permet une articulation entre les deux dimensions : le dedans et le dehors. De fait, le président de l'association vient d'une région isolée du Yémen où il a créé une école avant de s'installer

111 Balghaith, Mehdi, Al-Adwar, Sadam « The Impact of War on Civil Society Organizations in Marib ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 27 janvier 2022.

112 Entretien réalisé le 24 mars 2023 avec une franco-yéménite membre de l'association

à Genève où il a mis en place l'association et usé de ses contacts pour la faire réseauter. Son objectif est de développer une aide d'urgence mais aussi de répondre aux besoins des populations sur le long terme. Sa connaissance du terrain lui permet de coller au plus près aux besoins de la population. Par exemple, Y30 et Y30D fournissent une assistance alimentaire en distribuant des repas chauds aux familles les plus vulnérables dans le district pauvre et densément peuplé de Musayk. Ce projet, qui était à l'origine une initiative des populations, a été développé en 2018 et jusqu'en juillet 2020, 1 million de repas chauds avaient été distribués. La connaissance du terrain et des besoins de la population de ce quartier a permis d'améliorer les conditions de vie de ces personnes. Les liens entre les organisations et les communautés locales sont donc fondamentaux et permettent à la capacité d'agir des organisations d'être utilisée pour les besoins, souvent vitaux, des populations.

De plus, les organisations réussissent à s'approprier le processus de paix en mettant en œuvre des projets de sensibilisation. Salam For Yemen¹¹³ fonde son travail sur ces événements informatifs et de sensibilisation contre la guerre. Une fois encore, ce sont ses réseaux qui permettent à l'organisation d'avoir autant d'importance. Après discussion avec le fondateur, plusieurs partenariats avec d'autres organisations ont pu être recensés. Ainsi, Salam For Yémen travaille avec Action Contre La Faim, Médecins Sans Frontières, Médecins Du Monde, l'Observatoire contre l'armement etc. Au total, ce sont plus de 150 ONG qui sont entrées en contact avec Salam For Yémen dans le but de sensibiliser le grand public sur ce conflit à travers des pétitions, des communiqués de presse communs ou l'organisation d'événements avec des organisations internationales. Ensemble, ils forment des réseaux qui permettent de faire connaître la situation du Yémen. La force de l'organisation réside dans le fait qu'elle est un lien entre les ONG françaises et Yéménites et entre la société civile yéménite et française. Salam For Yemen est un pont entre les deux, possède un rôle de connexion, d'intermédiaire. Son travail est décrit comme « modeste mais permet de prendre conscience de la gravité de la situation » selon son fondateur. Salam For Yemen agit ainsi pour la sécurité des populations en communiquant autour de ce qu'il se passe notamment à propos du « blocus et de l'embargo » qui ont « causé une très vaste catastrophe ». L'association a en effet très vite communiqué autour de ces « morts invisibles, ces morts qui ne comptaient pas ». Ce rôle de sensibilisation est détenu par ces organisations qui documentent le sort des populations sur place.

Certaines OSC sont en mesure d'atteindre les Yéménites déplacés dans des camps et de leur fournir un soutien humanitaire, notamment de la nourriture, un abri et une aide médicale mais elles fournissent

113 Entretien réalisé le 27 mars avec le fondateur de l'organisation

également une aide en espèces et des projets de travail contre rémunération à un certain nombre de familles pauvres. Selon une étude effectuée en 2018¹¹⁴, les femmes sont plus susceptibles de travailler dans les organisations que les hommes mais surtout, en raison des besoins humanitaires croissants, les femmes sont devenues très actives dans ces domaines. Elles participent notamment aux distributions alimentaires, elles permettent un accès aux services et à l'hygiène et offrent une protection contre les violences du quotidien. À ce titre, le Fond de développement social, qui collabore avec des organisations locales, a créé de nombreux postes pour ces femmes travaillant en organisations leur permettant d'obtenir un salaire et de participer ainsi aux besoins de leurs familles. Les OSC sont donc à la source de nombreuses opportunités qui doivent permettre de sortir une part de la population de la misère sociale.

Ensuite, les organisations assistent régulièrement les autorités locales dans l'amélioration et le développement de projets publics et de services de base pour la communauté locale. C'est le cas de l'association Pulse For Social Justice, dont nous avons interrogé le directeur, Bashir al-Mohallal. Avec lui nous avons pu échanger à deux reprises autour de son projet de logements sociaux pour la population. Lors de notre premier échange, le projet était en cours de création. En avril, le lancement de la construction devait encore être approuvé par les autorités locales : « le projet est en cours de coordination avec les hautes autorités de différents acteurs politiques concernés »¹¹⁵. Nous avons pu suivre l'évolution de cette initiative et comprendre la complexité des relations entre les organisations et les autorités, ici du gouvernorat de Sanaa contrôlé par les Houthis. Il s'agit donc d'un projet de construction devant permettre de loger les personnes dans le besoin dans quatre gouvernorats, étape préparatoire nécessaire avant d'élargir le projet à d'autres espaces. Ce projet de développement et d'amélioration de projets publics passe également par la mobilisation de l'aide internationale pour améliorer les conditions de logements dans l'ensemble du Yémen.

Les OSC locales contribuent également à la résolution des conflits et à la promotion des efforts locaux de consolidation de la paix. Les organisations participent à la cohésion communautaire mais aussi parfois exercent une influence à l'échelle nationale. En octobre 2020, l'Association des mères des enlevées¹¹⁶ a obtenu ce qui est décrit comme « le plus grand échange de prisonniers de l'histoire de la guerre au Yémen ». Cet échange prouve l'efficacité des organisations qui rassemblaient des acteurs

114 Al-Gawfi, Iman, Zabara, Bilkis, Philbrick Yadav, Stacey, « The Role of Women in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*

115 Conversation WhatsApp avec une activiste yéménite

116 Jaensch Jena, « Une place à la table des négociations : comment les femmes construisent la paix au Yémen », 2022, Peace Track Initiative

non-étatiques, des femmes et des hommes du quotidien qui sont devenus, par la force des choses, des acteurs d'organisations professionnelles. Les organisations participent ainsi régulièrement à ces opérations de résolution des conflits en appliquant leur connaissance du droit.

Toutes ces organisations travaillent, dans des domaines divers, pour le processus de paix à l'échelle locale. La guerre du Yémen a permis l'émergence d'une nouvelle catégorie d'acteurs au sens large. Le développement de ces organisations de la société civile professionnelle produit une nouvelle élite, qui maîtrise les « bonnes pratiques » des organisations internationales¹¹⁷ valorisées des partenaires. Elles parviennent à obtenir des fonds, à réseauter et réinvestissent ces fonds pour les besoins des populations. Elles participent ainsi à un processus de paix élargi qui contrevient aux dynamiques de la guerre en augmentant la résilience des populations. De part ces réseaux et ces actions, les organisations font preuve d'une capacité d'agir forte qui permet de penser la paix à une autre échelle, celle du communautaire, celle du locale, du village, du quartier ou de la ville. Sans ce processus à grande échelle, la paix et surtout sa durabilité au Yémen serait impensable.

3.3. Critiques envers la société civile professionnelle

Un certain nombre de critiques sont cependant émises de la part de la population yéménite vis-à-vis du travail de cette société civile professionnelle. Nous avons pu avoir accès à un certain nombre de ces critiques par le biais d'entretiens et de questionnaires menés auprès de la population yéménite locale et expatriée mais aussi directement auprès d'organisations agissant pour la paix et le développement. Tous sont témoins des dérives de certaines organisations qui entravent ce travail pour la paix. Bien loin d'agir pour la stabilisation et la sécurité au Yémen, la population dénonce souvent une inaction de ces organisations voire une corruption qui paralyse les progrès et les avancées dans cette tentative d'appropriation du processus de paix. Une phrase est particulièrement révélatrice du climat de tension vis-à-vis des organisations professionnelles : « Les ONG c'est comme les mouches, on les voit là où il y a des merdes »¹¹⁸. Cette expression montre le caractère opportuniste de certaines organisations qui visent avant tout à faire du profit sur le dos de la population. La caractéristique commune de ces organisations est qu'elles appartiennent souvent aux organisations créées par les différents belligérants et sont financées par des aides étrangères. Les personnes interrogées dénoncent le fait que ces OSC

117 Klein, Asmara, et al. « Les bonnes pratiques des organisations internationales ». Sciences po, les presses, 2015.

118 Entretien réalisé le 12 décembre 2022 avec le directeur d'une organisation locale

n'ont pas réellement d'avantages à ce que la paix naisse au Yémen et donc elles continuent d'exacerber les lignes de fracture afin d'instrumentaliser la guerre pour qu'elle se poursuive¹¹⁹.

La population est particulièrement critique envers les organisations dont les actions ne sont pas visibles sur le terrain. Cela est perçu comme une ineffectivité des organisations et engendre le mécontentement de la population pour qui l'argent des dons et des aides n'est pas utilisé pour eux et leurs besoins¹²⁰. Les organisations sont généralement mal vues par la population yéménite en raison d'une méfiance inhérente à la société yéménite¹²¹. Sont mal vus les membres du personnel des organisations qui perçoivent des salaires sans réellement fournir de services aux personnes dans le besoin. De même, des études démontrent que certaines organisations ont exagéré les budgets de leurs projets tout en réduisant les coûts de mise en œuvre¹²². Souvent, sont donc dénoncés la corruption et l'inefficacité des organisations. Seules les organisations qui apportent une aide régulière et visible sont bien reçues par l'opinion publique. Par exemple, la reconstruction d'une route soutenue et financée par des organisations est bien vue car cela relève d'une aide visuelle, physique et ces projets sont appréciés de la population. À l'inverse, certaines OSC ont une image négative auprès de la population yéménite qui estime que « les équipes ne font que des visites fréquentes pour mener des enquêtes sans fournir aucun service aux citoyens »¹²³.

À travers une étude effectuée auprès de la communauté yéménite de Marib sur le travail des OSC locales entre 2015 et 2020, on observe un certain nombre de critiques que nous avons pu comparer avec les réponses acquises par le biais d'un questionnaire envoyé à une source au Yémen qui l'a à son tour relayé parmi ses connaissances. Nous avons simplement demandé aux enquêtés s'ils avaient des critiques à faire envers les organisations de la société civile. L'enquête en ligne réalisée par Mehdi Balghaith et Sadam Al-Adwar avait pour objectif d'obtenir les opinions d'une petite proportion de la communauté locale sur la qualité et la durabilité des projets fournis par les OSC de Marib. Cette étude a mis en avant les lacunes dans les performances de certaines OSC locales notamment parce que de nombreux projets ne répondent pas aux besoins de la population. Parmi les reproches émis, on retrouve la mauvaise planification des projets, chose qui a également été reprochée lors de nos entretiens réalisés

119 Ibid

120 Entretien réalisé le 7 avril 2023 avec une Yéménite expatriée en France

121 Conversation WhatsApp avec une activiste yéménite

122 Elayah, Moosa, Willemijn, Verkoren. « Civil Society during War: The Case of Yemen ». *Peacebuilding*, vol. 8, n° 4, octobre 2020, p. 476-98.

123 Elayah, Moosa, Willemijn, Verkoren. « Civil Society during War: The Case of Yemen ». *Peacebuilding*, vol. 8, n° 4, octobre 2020, p. 476-98.

auprès des communautés locales de Sanaa. Nous pouvons donc en déduire qu'il s'agit d'une lacune courante au Yémen liée au manque de connaissances des besoins des communautés locales et aux projets arbitraires menées par ces organisations. Ensuite, les projets sont très localisés, ils se concentrent sur des zones spécifiques, ici la ville de Marib mais négligent certains quartiers pourtant en forte nécessité. Cette critique est souvent apparue au cours de nos entretiens pour évoquer les organisations agissant depuis l'extérieur du Yémen à qui certains reprochent de ne pas connaître les réalités locales des besoins des populations. À l'inverse, le rapport montre que certains critiquent la marginalisation des travailleurs locaux au profit du personnel amené de l'extérieur des zones touchées. Nous avons peu été confrontés à cette critique lors de nos entretiens mais ce constat est visible dans d'autres rapports¹²⁴ du fait de la crédibilité plus facilement accordée aux les travailleurs des organisations extérieures plutôt qu'aux travailleurs locaux. Enfin, une critique commune aux deux enquêtes est l'intermittence des soutiens et des services apportés par ces organisations. Les personnes interrogées soulignent la manière saccadée de soutenir les besoins de la population. Il semble que les organisations ne parviennent pas à mettre en place de projets périodiques permettant une durabilité des services. Les populations se retrouvent avec une aide ponctuelle, sans savoir quand arrivera la prochaine aide (alimentaire, sanitaire, etc.). Les critiques envers la société civile professionnelle sont nombreuses et illustrent en creux le manque de moyens humains et financiers qui leur sont accordés. Malgré le caractère professionnel de ces organisations, peu embauche de réels professionnels de la société civile. Les travailleurs sont rarement formés et cela rend difficile la planification des projets ainsi que leur durabilité.

Le résultat de cette étude sur l'appropriation du processus de paix par la société civile locale et expatriée est l'absence d'une vision partagée de la consolidation de la paix parmi les OSC yéménites qui entraînent une difficulté à uniformiser les projets et les initiatives pour pouvoir penser le processus à l'échelle du Yémen. La société civile professionnelle ou non n'a pas le pouvoir de faire véritablement advenir la paix à une autre échelle que celle du local ou peut à la rigueur l'élargir à l'échelle de la ville ou du gouvernorat mais n'atteint que rarement le niveau national afin de faire valoir sa voix, et celle des populations, dans les négociations. Mais alors, il faut déterminer le rôle de ces acteurs dans le processus de paix car ils ont bel et bien un rôle à jouer même si cela ne concerne pas les négociations d'un accord de paix. De fait, la définition du processus de paix ne se limite pas à cet accord d'arrêt des combats. Le processus de paix, c'est aussi tout un tas d'autres actions, aux mains des acteurs pour préparer l'après.

124 Fassin, Didier. *La raison humanitaire: une histoire morale du temps présent*. Gallimard : Seuil, 2010.

PARTIE III
L'APPROPRIATION DU PROCESSUS DE PAIX : BIEN PLUS QU'UN
ARRET DES COMBATS

Les acteurs de la société civile ont le pouvoir de s'approprier le processus de paix. Mais pas nécessairement au sens où ils parviennent à imposer la paix aux parties en guerre. Le processus de paix va au-delà de l'arrêt des combats. La paix se prépare grâce aux acteurs qui offrent une compréhension de la guerre afin de faire advenir une paix durable. La population et les organisations doivent également réapprendre à faire société et cela n'est possible que grâce à l'intervention d'initiatives locales pour recréer une cohésion communautaire. Enfin, le rôle des femmes dans ce processus ne doit pas être occulté tant elles agissent pour la paix en faisant advenir une société pacifique et égale.

1. Comprendre la guerre pour faire émerger la paix : une étape préparatoire et décisive

La compréhension que l'on a de la guerre est vitale pour la mise en place d'une paix durable. Plusieurs acteurs, formels ou non, de la société civile participent à cette mise en avant du conflit en donnant à voir les fractures et violences. Ils permettent aux acteurs extérieurs de la paix, ceux qui ont le pouvoir d'imposer l'arrêt des combats, de comprendre les dynamiques en place à l'intérieur.

1.1. Le Sana'a Center et le Yemen Policy Center : deux Think Tanks pour comprendre la guerre

Malgré les nombreux mails et relances, les personnes que nous avons contactées à ce sujet ne nous ont pas recontacté ; nous avons donc dû fonder notre réflexion sur les ressources déjà disponibles et sur les autres entretiens, menés avec des personnes sans lien avec ces deux centres et qui ont souvent un avis très tranché sur ces organismes. Les Think Tanks sont des groupes de réflexion privés qui produisent des études sur des thèmes précis à la demande de décideurs. Ici, le Yémen est central dans leurs études, de même que la guerre et la recherche de la paix. Ces groupes donnent à comprendre les dynamiques internes au conflit, les divisions sociales mais aussi les divergences politiques et ce que cela implique pour les populations.

Le Sanaa Center for Strategic Studies, fondé en 2014 par deux Yéménites, permet de faire réseauter des chercheurs au sein d'une structure qui cherche à favoriser le changement par la production de connaissance en mettant l'accent sur le Yémen afin de comprendre la guerre et de faire émerger la paix. Ce savoir scientifique est produit pour un public international comme le montre la traduction de chaque article arabe en anglais. Ces articles, accessibles à tous, couvrent toutes les dynamiques de la guerre¹²⁵ et toutes les étapes de la paix¹²⁶ mais aussi les conditions de vie des populations sur place¹²⁷ ou expatriées¹²⁸. C'est l'un des rares Think Tanks qui continue de produire un savoir scientifique et il

125 Sanaa Center, « Fighting Escalates on Multiple Fronts - The Yemen Review, March 2023 ». *Sana'a Center For Strategic Studies*

126 Sanaa Center, « Workshop Tackles Peace Priorities from Yemeni Women's Point of View ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 20 septembre 2022

127 Ali Kalfood, Mohammed, « Yemen's Children Born and Raised in Displacement - The Yemen Review, July 2022 ». *Sana'a Center For Strategic Studies*

128 Al-Absi, Qabool, « The Struggle Far From Home: Yemeni Refugees in Cairo ». *Yemen Peace Forum*, 14 janvier 2021

est ainsi devenu un leader émergent dans la recherche et l'analyse liées au Yémen. Le Sanaa Center a constitué un réseau solide de chercheurs qui ont accès aux principales personnalités politiques, militaires, tribales, du secteur financier, de la société civile. Ils ont tous un pied sur le terrain et des réseaux personnels qui leur permettent d'interpeler un maximum d'acteurs de la guerre comme de la paix. Mais, ils ont aussi pu se constituer un vaste réseau et une forte présence au sein de la communauté internationale, des cercles diplomatiques, des décideurs politiques régionaux et internationaux, d'autres centres de recherche. Ils ont ainsi acquis la capacité d'interpeler et d'enseigner sur le Yémen et cela à l'échelle du monde. Un entretien que nous avons réalisé évoque le fait que ce sont des « chercheurs et des analystes politiques aujourd'hui centraux et très écoutés » sur tout ce qui touche au Yémen. Les articles scientifiques produits font référence et les chercheurs sont régulièrement amenés à rendre compte de leurs expertises auprès de la communauté internationale. Ils permettent de comprendre la situation yéménite, les subtilités auxquelles nous n'avons pas accès en tant que chercheurs ou politiques étrangers, car n'ayant aucune connaissance réelle du terrain. À ce titre, le Sanaa Center produit des recommandations dans de multiples domaines devant permettre d'amener paix et stabilité au Yémen.

Le Yemen Policy Center a été fondé en mars 2020 par un groupe de chercheurs yéménites et allemands associés au Yemen Polling Center, une organisation de statistique yéménite dont le siège est à Taiz. Ce groupe de réflexion souhaite avoir une influence sur l'élaboration des politiques yéménites et internationales pour améliorer les conditions de vie des populations. Les études de ce centre sont liées aux résultats de recherches de l'organisation d'opinion publique et de sondage qui met en œuvre des projets dans divers domaines comme les médias, la sécurité, la société civile. Il s'agit d'une manière plus quantitative d'avoir un pied sur le terrain yéménite. Ce centre fait la promotion de la non-violence, des droits de l'homme, du changement social par la recherche et cherche à favoriser l'essor de l'éducation, de l'activisme. Il est une source de soutien pour les jeunes talents de la recherche yéménite et offrent des opportunités de carrière. Ce centre de chercheurs permet en creux d'affronter le conflit, de créer un espace de recherche et de fournir des outils à la recherche pour contrebalancer l'isolement des chercheurs yéménites.

Ce sont de nouveaux réseaux d'experts qui se mettent en place à travers la production de savoirs yéménites sur la guerre. Ces productions scientifiques sont centrales car elles donnent à comprendre la guerre sous le prisme de ceux qui la vivent. Il ne s'agit pas de dire que ces nouveaux acteurs de la recherche ont émergé par la guerre ; les chercheurs yéménites existent depuis longtemps, et la

formation universitaire yéménite existe elle aussi. Cependant, la guerre a isolé ces chercheurs et ces Think Tanks sont un moyen de les rapprocher. Ce sont les réseaux de chercheurs qui se sont constitués en réaction à la guerre. La nuance est importante car elle montre que les chercheurs ont voulu, par ces groupes de réflexion, collaborer pour faire entendre leurs voix et celle du Yémen. Ils ont ainsi mutualisé leurs recherches, ont fait rayonner leurs études et exercent aujourd'hui une influence dans notre connaissance du conflit. Ils sont à la source de nombreuses études de terrain et ils produisent un regard interne au conflit puisqu'ils vivent la guerre de manière quotidienne.

Cependant, c'est justement parce qu'ils sont une source de connaissance majeure, presque unique, que ces groupes de réflexion sont parfois critiqués. Bien qu'ils se prétendent indépendants, nombreux sont ceux qui mettent en doute la neutralité de ces structures. Lors d'un entretien que nous avons réalisé, un membre de la société civile nous apprend que le Sanaa Center « touche son budget des Émirats Arabes Unis (EAU) et il n'est donc pas objectif du tout » dans ses analyses. Malgré une production scientifique nécessaire à la compréhension de la guerre, beaucoup critiquent ce manque d'objectivité en raison des sources de financement parfois floues. Les EAU sont ainsi régulièrement taxés d'ingérence dans nos entretiens en raison de cette influence financière sur les groupes de réflexion qui par définition, pour réfléchir, doivent se sentir libres de s'exprimer.

1.2. Les activistes yéménites : faire connaître la guerre, la dénoncer par les réseaux sociaux

L'activisme yéménite prend de multiples facettes et trouve sa source dans les circulations d'informations entre Yéménites expatriés. Ces réseaux, informels, visaient d'abord à rassurer les populations expatriées sur la situation de leurs familles restées au Yémen¹²⁹. Puis, nos entretiens ont montré que ces réseaux se sont ensuite élargis. L'activisme yéménite est devenu un moyen de donner à voir la guerre aux yeux de tous. L'activisme en ligne fait pleinement partie du travail de compréhension de la guerre initiée par la société civile élargie. Opérant depuis l'étranger, l'e-activisme est moins soumis aux divisions inhérentes au Yémen et est plus indépendant car appartenant rarement à des structures officielles. De fait, la société civile yéménite comprend également des militants en ligne, capables de sensibiliser sur le conflit yéménite, sur les violations des droits et sur les stratégies de consolidation de la paix, sans risquer leur vie et leur intégrité physique.

129 Entretien réalisé le 7 avril 2023 avec une Yéménite expatriée en France

L'organisation Salam For Yemen entre dans cette catégorie d'acteurs de l'activisme yéménite. Ce qui était à l'origine l'initiative en ligne d'un homme souhaitant mettre la lumière sur le conflit s'est transformé en un réseau international interpellant des acteurs majeurs du processus de paix et travaillant en collaboration avec d'autres organisations. Salam for Yémen est créé en réaction aux bombardements et aux destructions¹³⁰. Ce qui est avant tout dénoncé est la violence avec laquelle les belligérants font la guerre aux populations. L'organisation dénonce également un blocus à la fois économique et médiatique. Les plaidoyers sont une forme d'activisme car ils ont pour but d'interpeler, de prêcher les informations et d'éviter les intox tout en contrebalançant l'invisibilisation des médias internationaux. L'accessibilité des informations pour le public est centrale pour cette organisation. De fait, Salam For Yemen est actif sur les réseaux sociaux, à travers des événements comme « un jour au Yémen » par l'image, la peinture etc. Mais aussi, l'organisation a pu faire entendre la voix du Yémen par le biais d'invitations sur les plateaux télé, à l'instar de France 24. La médiatisation du conflit yéménite s'est donc en grande partie faite par l'intervention des Yéménites eux-mêmes qui ont dénoncé les violations en cours dans leur pays d'origine. La diaspora yéménite a participé à ces actions grâce à Facebook, WhatsApp mais aussi, grâce à plusieurs actions culturelles communes avec deux associations en Irlande et en Angleterre. La diaspora yéménite a soutenu ces rassemblements afin de sensibiliser sur la situation du Yémen et notamment sur les conditions humanitaires. L'entretien avec Sadek Alsaar révèle une grande solidarité au sein de cet activisme yéménite qui passe du virtuel au réel avec ces rassemblements dans l'espace public. Par cet activisme, l'organisation tente de montrer aux Yéménites et au monde entier qu'il s'agit « d'une fausse guerre qui ne résout pas les problèmes ». L'organisation montre que « la guerre ne sert à rien », que « c'est une guerre absurde sur fond de besoins économiques » en lien avec la vente d'armes. L'organisation Salam For Yemen illustre toutes les chaînes de l'activisme yéménite : ce qui était à l'origine une initiative individuelle en ligne devient un réseau international d'information, capable d'interpeler les médias et la communauté internationale au point de passer de la sphère du virtuel à celle du réel par le biais d'événements en présentiel.

Des Yéménites de la diaspora de tout âge utilisent ces leviers électroniques ou leur capacité à interpeler d'autres acteurs pour attirer l'attention sur les violations des droits humains, pour recueillir du soutien dans les initiatives de consolidation de la paix et pour collecter des fonds pour l'aide humanitaire. Ces initiatives en ligne créent une plus grande visibilité du travail des organisations dans les médias internationaux, ce qui nous a permis, en grande partie, d'y avoir accès pour ce travail. L'espoir de ces

130 Entretien réalisé le 27 mars 2023 avec le fondateur d'une organisation

activistes¹³¹ est de mettre la lumière sur la guerre et sur la situation humanitaire et cela à l'échelle mondiale grâce à une multiplication des initiatives en ligne.

Ainsi, les acteurs de la société civile jouent un rôle avant tout préparatoire. Ils permettent à l'extérieur du Yémen de comprendre la guerre, ses dynamiques et ses victimes afin de mettre en place une paix qui soit au plus proche des besoins des populations. Mais le rôle de la société civile ne s'arrête pas à la diffusion d'une compréhension de la guerre.

131 Entretien réalisé le 17 avril 2023 avec un ancien ministre yéménite

2. Refaire société plutôt que résoudre la guerre : le défi des populations ?

Puisque ces acteurs rencontrent des difficultés à résoudre la guerre, à participer aux négociations pour l'arrêt des combats, est-ce que leur rôle ne serait pas dans le fait de refaire communauté ?

2.1. Un processus approprié par l'échelle régionale qui occulte la possibilité pour la population civile d'y participer

L'affirmation d'une incapacité des acteurs de la société civile à agir pour la paix parmi les hautes autorités internationales et régionales est à nuancer. Certains acteurs interrogés, notamment des chercheurs, pensent que la population n'exerce aucune influence sur le processus de paix ; ils sont même la majorité. Selon eux, la population n'a pas les leviers nécessaires pour interpellier la communauté internationale. D'autres montrent que la population peut et sait faire entendre sa voix.

De plus, la société civile a des capacités d'interpellation que la population n'a pas et elle doit en faire l'usage. À ce titre, certaines OSC parviennent à intervenir dans ces domaines jugés inaccessibles. Le programme de dialogue sur le Yémen fondé par le Geneva Centre for Security Sector Governance (DCAF) parvient à interpeler la communauté internationale sur la sécurité au Yémen. À la suite d'un entretien avec le coordinateur de ce programme, il semble qu'il soit plus simple pour les organisations dont le siège est à l'extérieur du Yémen d'interpeler la communauté internationale, de faire entendre sa voix. La distance avec le Yémen est donc centrale pour les OSC professionnelles qui veulent partager la situation du pays à l'échelle mondiale, chose que les difficultés d'accès aux mobilités et aux réseaux numériques empêchent dès lors qu'un siège d'une organisation se trouve au Yémen. La capacité d'agir des organisations à l'étranger semble décuplée par la distance. Grâce à ce rôle de conseiller stratégique et coordinateur du programme, le DCAF met en œuvre des dialogues à plusieurs échelles et des consultations avec les principales parties prenantes yéménites, ce qui permet de donner un nouveau point d'entrée pour l'engagement et la mise en place d'autres projets. Les forums de dialogue sur les questions de sécurité ont ainsi fait avancer les négociations en prenant en compte de nouveaux acteurs. Par exemple, le DCAF a organisé des dialogues avec les cheikhs tribaux axés sur les exigences d'un cessez-le-feu durable et les possibilités de sa mise en œuvre sur le terrain. L'organisation a donc le pouvoir d'inclure de nouveaux acteurs, peu pris en compte jusque-là, dans les

négociations autour de la paix. De la même manière, lorsque nous avons contacté les membres de Peace Track Initiative, ils étaient en pleine préparation d'une conférence à l'ONU devant permettre de sortir de l'invisibilisation des femmes lors des négociations. Les OSC ont donc la possibilité d'interpeler la communauté internationale et d'inclure de nouveaux acteurs dans les négociations.

Les récentes négociations montrent qu'une paix au Yémen est possible, du moins dans les textes. Certaines personnes interrogées ont des doutes quant aux négociations actuelles ; une en particulier nous a fait savoir qu'elle ne croyait pas en une paix durable, que les Houthis rompraient leur accord aussitôt que la situation leur serait plus favorable pour continuer leur expansionnisme. L'Arabie Saoudite est en plein recul ; elle se retire d'une guerre qu'elle a menée de front tandis que les troupes Houthis gagnent du terrain sur leurs revendications. Le retrait des Saoudiens marque la fin d'une guerre régionale et la fin des restrictions envers les populations. La paix, au sens d'arrêt des combats, est donc en phase de s'appliquer. Il s'agit d'une période d'espoir pour tous les Yéménites, car oui, les personnes interrogées sont formelles : la population forme un tout à ce sujet. Tous veulent la fin des combats et des blocus, à l'exception peut-être « un pourcentage minime qui participe à l'économie de guerre »¹³². M.M. nous a par ailleurs fait savoir que sa famille également souhaitait l'arrêt de la guerre, quel qu'en soit le prix car la population a déjà trop souffert.

Parmi les Yéménites que l'on a pu interroger ou dont les témoignages nous sont parvenus, peu imaginent avoir une influence sur le processus en cours. De fait, les populations locales ont tendance à penser, souvent à juste titre, qu'elles ne peuvent rien faire pour la paix¹³³ et contre la guerre. Les populations locales définissent la paix strictement comme l'arrêt des combats. Beaucoup voient la paix comme un processus à court terme devant leur permettre de retrouver une société stable. Or, pour d'autres, la paix est aussi ce qui vient après l'arrêt des combats, ce qui permet à la société de revivre ensemble et non plus de survivre séparément. C'est dans ce domaine pourtant que la population peut exercer une influence.

2.2. Un rôle avant tout de maintien, de promotion et de durabilité de la paix

132 Entretien réalisé le 27 mars 2023 avec le fondateur d'une organisation

133 Entretien réalisé le 7 avril 2023 avec une Yéménite expatriée en France

Les acteurs de la société civile que nous avons déjà étudiés sont donc en difficulté dans leur capacité à interpeler et à faire entendre leur voix parmi les hautes autorités internationales et régionales. Cela nous interroge quant au rôle effectif que peuvent jouer ces acteurs. Nous avons compris que les populations ont peu de chances d'intervenir dans les négociations pour la paix qui doivent, à court terme, mettre fin au conflit. Cependant, la population a une influence sur la paix à long terme. De fait, même si la paix est imposée à une échelle régionale voire internationale, sa durabilité, son maintien et sa promotion ne peuvent être que locales. Ainsi l'échelle la plus pertinente pour penser les initiatives individuelles dans ces domaines est celle du local. Malgré une possibilité d'action restreinte dans l'espace, ces projets ne doivent pas être occultés. Ils ont leur importance dans le fait de recoudre le tissu social. Sans être professionnelles ni organisées, les populations ont un rôle à jouer¹³⁴. Elles sont vitales dans le processus de paix et dans sa durabilité.

La guerre a creusé des clivages sociaux que les populations tentent de combler de leur propre initiative ou avec le soutien d'organisations. Ces organisations, fondées sur la base de projets citoyens, ont permis de renforcer les réseaux de sécurité et de stabilité, ont une influence dans la résolution de conflits locaux et ont restauré la cohésion du tissu social. Elles ont permis de développer une culture de la paix par la promotion de l'inclusion sociale et l'élimination des tensions. Par la mise en avant de la solidarité et de la coopération entre les différents groupes de la société, les organisations participent au processus de paix dans sa durabilité. Ces organisations fondées par les populations s'en prennent également au sectarisme et à l'extrémisme par le biais d'activités culturelles et artistiques au service de la défense de la paix¹³⁵. Ces activités sont centrales pour combler les clivages sociaux et identitaires que nous avons mis en avant. Par le biais d'événements, la société yéménite prouve sa capacité de résilience et du vivre ensemble.

Des jeunes yéménites sont mis en avant dans les rapports du CARPO¹³⁶ pour leurs projets devant permettre de restaurer les liens sociaux et culturels. Ils ont lancé les campagnes #LetsCoexist et #Badihi, soutenues par Saferworld et le Yemen Polling Center, et ont ainsi contribué à la « construction communautaire et à la déradicalisation ». À travers cet exemple, on comprend que revivre ensemble se situe au cœur du processus de paix et que mettre fin aux divisions au sein de la société est central pour la durabilité de la paix. Les contributions des populations et des organisations à la consolidation

134 Entretien réalisé le 17 avril 2023 avec un Yéménite expatrié au Canada

135 Al-Kholidy, Maged, al-Jessawy, Yazeed, Nevens, Kate, « The Role of Youth in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*

136 Ibid

de la paix dans le domaine de la culture et de la société sont vitales car elles permettent de penser la paix sur le long terme alors que les accords et les négociations à petite échelle n'adressent que le court terme. Ces projets passent par des activités favorisant la cohésion sociale mais aussi par des activités productives et pacifiques ainsi que des projets utilisant les arts et la culture pour diffuser la paix. Selon le rapport du CARPO¹³⁷, un participant de Taiz a déclaré que « les activités culturelles et sociales des jeunes contribuent à réduire les tensions entre les gens et à leur donner de l'espoir, ce qui ouvre la voie à tout processus de consolidation de la paix ».

Les populations yéménites ont donc un rôle à jouer pour la paix à l'échelle locale. Malgré une volonté d'être incluses dans toutes les formes de prises de décision, elles sont plus à même d'intervenir dans le rétablissement des liens entre les communautés, dans la sensibilisation à la paix et dans sa consolidation. À Aden, à Hadramaout et à Ta'izz, des groupes de jeunes mènent le programme de « sensibilité aux conflits » et luttent contre la haine et les discours violents. Lors des tables-rondes organisées par le CARPO, les femmes d'al-Mukalla présentes ont parlé d'une « culture de la paix qui doit être vue dans les attitudes, les actions, les pensées et les pratiques de chacun dans la communauté ». Ainsi, chacun peut jouer un rôle au sein de sa communauté pour résorber les fractures inhérentes à la guerre et faire que la paix soit la plus durable possible. Quelques organisations, initiées par des membres des différentes communautés, restaurent donc les liens sociaux grâce à des activités : les intervenantes du CARPO venant d'al-Mukalla montrent qu'en « utilisant l'art pour envoyer leur message de paix et répandre une culture de pardon et d'humanité à travers la scène, la peinture, les concerts, les expositions de photos et les films », les jeunes yéménites parviennent à ressouder le tissu social et ainsi à contreenir aux dynamiques de la guerre. Les jeunes ont une influence dans la cohésion sociale et dans le renforcement de la paix tout en utilisant l'art comme un exutoire, une manière de se sortir de la guerre.

137 Ibid

3. Faire advenir une société égalitaire et sans violence : l'émergence des femmes entre militantisme et écrasement social

Ce point sur les femmes yéménites permet, à échelle minime, de contrebalancer l'invisibilisation dont elles sont victimes dans le processus de paix. Bien qu'il soit risqué de séparer les femmes comme catégorie d'analyse à part car toutes les autres sphères sont alors traitées comme « masculines », il faut donner une importance à ce sujet. En effet, il existe bien des expériences sexospécifiques de la guerre. Il ne faut cependant pas penser qu'il existe une figure immuable de la femme yéménite. Toutes ont leurs trajectoires et il ne s'agit pas ici d'une analyse exhaustive de la situation des femmes yéménites comme a pu le faire Blandine Destremau dans les années 1990¹³⁸ où elle décrit les journées de travail, la vie des femmes entre elles, leurs institutions sociales et leurs rites dans une province reculée du Yémen mais plutôt de montrer les dynamiques qui entourent leurs liens avec le processus de paix.

3.1. La pertinence de la dimension genrée dans le processus de paix au Yémen

La résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) reconnaît et soutient le rôle des femmes dans un large éventail de processus formels et informels de consolidation de la paix. Les femmes yéménites participent, dans un premier temps, à l'effort de guerre. Elles ont soutenu différentes factions en « préparant et en livrant de la nourriture et de l'eau sur le champ de bataille, en soignant les combattants et les civils blessés, en collectant des fonds pour soutenir les blessés et en encourageant leurs enfants à rejoindre la lutte armée pour défendre leur ville »¹³⁹. Cependant, les contributions féminines aux conditions sociales de la paix surpassent leur rôle en tant que participantes à la guerre. De fait, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme montre qu'elles sont impliquées soit « en tant que combattantes, en tant que membres de la société civile organisée, en tant que défenseurs des droits de l'homme, en tant que membres de mouvements de résistance et en tant qu'agents actifs dans les processus formels et informels de consolidation de la paix et de relèvement ».

138 Destremau, Blandine. *Femmes du Yémen*. 1. éd, Éd. Peuples du Monde, 1990.

139 Al-Gawfi, Iman, Zabara, Bilkis, Philbrick Yadav, Stacey, « The Role of Women in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*

Pourtant, en 2021, le Yémen est au 2^e rang derrière l’Afghanistan en matière d’inégalité entre les sexes selon le Forum économique mondial. C’est aussi le pays ayant le moins progressé en matière d’égalité des sexes. Les femmes sont limitées dans le contrôle de leurs finances mais aussi dans leurs déplacements, leur accès à l’éducation et au service de soins. Malgré les recommandations des Nations Unies, les femmes sont fortement exclues des négociations pour la paix. En 2018, lors des négociations de paix en Suède, seuls 4% étaient des femmes. Cette exclusion du processus de paix est une conséquence directe de leur exclusion de la vie publique et de la participation politique. Lors d’un entretien avec Linda al-Obahi, nous avons fait le tableau de la participation des femmes à la politique yéménite. Cela fait plus de deux décennies qu’aucune femme n’est entrée au gouvernement ce qui constitue un pas en arrière. On observe une marginalisation systématique du processus. Lors des négociations de Riyad, seules 40 à 50 personnes étaient des femmes alors qu’il y avait entre 500 et 1000 participants. De même, seuls 12 % des délégués présents aux pourparlers au Koweït étaient des femmes en 2016. Malgré l’aspect inclusif de la résolution 1325, l’approche des Nations Unies et de la communauté internationale continue d’exclure les femmes des pourparlers et de les limiter à un rôle consultatif. De plus, les parties belligérantes contrôlent l’agenda politique du Yémen et les problèmes des femmes sont passés au second plan; l’urgence de la guerre est utilisée pour détourner l’attention des questions touchant les femmes. Ainsi, le processus de paix est largement exclusif envers les femmes. Pourtant, les rapports montrent que les femmes ont une influence majeure sur l’atténuation des conséquences de la guerre. Or leur voix continue d’être ignorée dans le processus ou, au mieux, consultée¹⁴⁰.

Cependant, les femmes sont particulièrement actives dans les initiatives de consolidation de la paix à l’échelle locale et tentent d’interpeler les hautes autorités en demandant une plus grande représentation dans les négociations¹⁴¹ ; elles sont donc des acteurs clés de la paix et donnent de la pertinence à la dimension genrée du processus. De fait, de nombreuses organisations, comme Peace Track Initiative, que nous avons interrogée, prônent comme nécessaire un processus de paix « multipartites au Yémen qui soient parallèles les uns aux autres, localisés pour faire face à différentes dynamiques de conflit(s), mais en même temps, alimentent un processus de paix global, qui devrait conduire à une période de transition »¹⁴² tout en mettant en place des quotas pour la participation égale des femmes et des

140 Entretien réalisé le 10 février 2023 avec une membre d’une organisation internationale

141 Ibid

142 Jaensch Jena, « Une place à la table des négociations : comment les femmes construisent la paix au Yémen », 2022, Peace Track Initiative

hommes. Le progrès serait de faire en sorte que les voix des femmes ne soient plus uniquement consultées mais bien écoutées et prises en compte. Il ne s'agit pas de faire du processus de paix yéménite une affaire féminine mais bien de les inclure, au même titre que les hommes, dans toutes les sphères de négociations pour la paix.

3.2. Les restrictions sociales propres aux femmes qui limitent leur capacité d'action

Il existe bien des restrictions sexospécifiques qu'il convient de mettre en avant afin de comprendre la complexité de l'appropriation de cette capacité d'agir pour la paix par les femmes. Nous avons pu avoir accès à ces restrictions par le biais de témoignages de femmes yéménites expatriées, d'entretiens avec des organisations ou de rapports antérieurs. De nombreuses femmes sont confrontées à des restrictions, qu'elles vivent encore au Yémen ou qu'elles aient immigré dans un autre pays. Ces restrictions sont régulièrement apparentées à une forme de violence, physique ou psychologique, pour ces femmes et entravent leur capacité d'agir pour la paix.

Pour ce qui est des femmes expatriées, nous pouvons donner l'exemple des normes conservatrices de la Turquie, foyer d'accueil pour de nombreux Yéménites. De fait, le CARPO, grâce à son atelier à Amman¹⁴³, démontre que ces dictâtes servent à limiter l'engagement des femmes pour la paix. Les femmes issues de la diaspora yéménite sont confrontées à une double barrière dans leur engagement : la barrière de la langue mais aussi les limitations imposées à leurs libertés. Or il est important de noter que cette expérience n'est pas isolée ; de nombreux pays limitent l'engagement des femmes yéménites en raison de normes conservatrices.

Ensuite, les violences physiques envers les femmes viennent des parties belligérantes : l'organisation Rights Radar a dénombré 16 667 violences contre les femmes entre septembre 2014 et décembre 2019. Parmi celles-ci, 919 meurtres sont liés à des tirs aléatoires ou directs, des tirs d'artillerie, des frappes aériennes et de drones. Ces violences envers les femmes ont généralement lieu dans les territoires contrôlés par les Houthis. Une étude¹⁴⁴ a estimé qu'entre décembre 2017 et décembre 2020, 1 181 femmes ont été détenues par les Houthis, dont 293 filles âgées de moins de 18 ans, ainsi que des

143 Al-Gawfi, Iman, Zabara, Bilkis, Philbrick Yadav, Stacey, « The Role of Women in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*

144 Mutaheer, Fatima, « New Networks in Women's Peacebuilding ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 15 octobre 2021

centaines de militantes, d'enseignantes et de travailleuses humanitaires. Le rapport a également documenté 71 cas de viol et quatre suicides. Ces violences physiques touchent les femmes yéménites et sont une restriction à leur capacité d'agir car à partir du moment où elles sortent de la sphère du foyer, elles sont une cible potentielle. La guerre a également entraîné une recrudescence des violences domestiques dont les femmes et les filles sont les premières victimes¹⁴⁵.

Mais également, les violences psychologiques envers les femmes connaissent une forte croissance sous la pression des parties belligérantes. On observe la multiplication des mesures rétrogrades envers les femmes alors même que de nombreux entretiens menés ont démontré la liberté des femmes yéménites avant le conflit¹⁴⁶. L'obligation d'obtenir l'approbation d'un tuteur masculin, dit « *mahram* », pour toutes sortes d'activités entrave les femmes dans leur volonté de participer au processus de paix. Un entretien suggère à quel point cette mesure est « ridicule » puisque dans certaines zones, ce tuteur peut être « un enfant de trois ans »¹⁴⁷. Cette règle, imposée en territoire Houthis, entrave les femmes yéménites travaillant dans les organisations internationales puisque celles-ci sont empêchées de voyager en dehors de leur gouvernorat et sont donc interdites d'accomplir leur travail. Les Houthis sont une menace pour la liberté des femmes : elles sont contraintes à la vie domestique alors même que la guerre rend nécessaire leur participation à la vie économique et lorsqu'elles parviennent à travailler en dehors du foyer, elles sont exposées à de multiples risques. Les femmes, déjà absentes du processus de paix, sont appelées à devenir des fantômes de la société politique et professionnelle au Yémen.

De fait, les femmes qui ont une influence dans le domaine politique à l'échelle nationale, voire internationale, sont confrontées à des restrictions fortes. Certaines font face à des menaces, à de l'intimidation, à du harcèlement sexuel aussi bien dans les zones contrôlées par les Houthis que dans les territoires gouvernés par le pouvoir légitime. Elles font ainsi face à des défis structurels et sociaux du simple fait qu'elles sont des femmes, ce qui entrave leur participation au processus de paix. Or, cette exclusion des femmes dans les négociations montre une ignorance des expériences d'insécurité des femmes. La paix, c'est aussi une absence de peur, de violence et d'oppression et c'est justement là que les femmes yéménites ont un rôle à jouer.

145 Entretien réalisé le 10 février 2023 avec une membre d'une organisation internationale

146 Entretien réalisé le 24 mars 2023 avec une franco-yéménite

147 Entretien réalisé le 10 février 2023 avec une membre d'une organisation internationale

3.3. Les femmes : restaurer la capacité à exister en communauté dans une société où les femmes ont leur place

Les femmes ont donc bien un rôle à jouer dans la paix bien que leur capacité d’agir soit entravée par un processus de paix largement exclusif envers elles et par les restrictions sexospécifiques qu’elles rencontrent. Il faut ici déterminer ce rôle : la paix passe également par le démantèlement des structures qui contribuent à la violence sexiste et sexuelle. Les femmes agissent, individuellement ou collectivement, pour la cohésion sociale et pour rendre la société moins violente et plus égalitaire. À l’échelle locale, les femmes, chacune à sa manière, font preuve d’un haut niveau d’engagement et de compétences dans la consolidation et la médiation pour la paix. Les femmes permettent notamment de protéger les groupes vulnérables.

Individuellement, certaines femmes au parcours exceptionnel se démarquent dans ce processus. Ola al-Aghbary est la fondatrice et présidente de la Sheba Youth Foundation for Development et a mis en place des conseils de résolution de conflits dirigés par la communauté à Taiz¹⁴⁸. Elle agit pour la cohésion d’une communauté et participe en cela au processus de paix à l’échelle locale. Elle permet aux personnes de vivre ensemble, en faisant reculer les divisions. A ce titre, Tawakkol Karman, militante des droits de l’homme, journaliste et femme politique, est connue comme la « mère de la révolution » et « la dame du printemps arabe ». Elle a joué un rôle clé dans le soulèvement des jeunes de 2011. Exilée en Turquie, elle dénonce régulièrement les crimes de guerre perpétrés par les belligérants comme lors d’une interview au *Journal of Middle Eastern Politics and Policy* en 2016. Ces femmes sont des figures de l’empowerment¹⁴⁹ yéménite ; elles luttent pour leurs droits en saisissant une capacité d’agir et de résister.

De même, de manière collective, l’organisation du Pacte des femmes yéménites pour la paix et la sécurité, créée en octobre 2015 en collaboration avec l’Office de l’envoyé spécial du secrétariat général pour le Yémen (OESGY) et ONU Femmes, vise à "renforcer le leadership des femmes, à accroître la participation et l’inclusion dans les négociations"¹⁵⁰ par le biais de conseils consultatifs pour soutenir le Bureau de l’Envoyé spécial des NU. L’objectif est ici d’autonomiser les femmes et de renforcer leur

148 Jaensch Jena, « Une place à la table des négociations : comment les femmes construisent la paix au Yémen », 2022, Peace Track Initiative

149 Bacqué, Marie-Hélène, et Carole Biewener. « L’empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? : » *Idées économiques et sociales*, vol. N° 173, no 3, septembre 2013, p. 25-32.

150 Ibid

participation au processus à travers la recherche de solutions durables. Et, pour l'organisation, la participation doit prendre le pas à la simple consultation.

Les femmes sont donc présentes dans la consolidation de la paix à une échelle locale, notamment à travers un travail avec des organisations communautaires et autres acteurs locaux. Plusieurs initiatives ont vu le jour : ces organisations sont inclusives, impliquent des représentantes de différentes régions, origines et parties au conflit. Ce passage d'activistes autonomes à des alliances est la preuve de la résilience des militantes yéménites. Par exemple, Marib Girls Foundation¹⁵¹, fondée en août 2017 par Yasmeen al-Qadhi est une organisation majeure dans le domaine de la paix. Avec l'aide de sa famille, elle a pu mettre en œuvre un groupe qui promeut la participation des femmes et des jeunes au processus de paix. Elle a remporté le Prix international du courage des femmes en 2020. Ces initiatives fournissent des services pour atténuer l'effet de la guerre. Les femmes sont ainsi entrées dans le domaine de l'aide d'urgence. L'organisation Future Generations¹⁵², fondée en 2017 par Ishraq Omar, rescolarise les enfants d'Ad Durayhimi, un quartier pauvre d'Hodeida. Les femmes sont un ciment social et comble les lacunes laissées par l'État tout en résorbant les lignes de fractures sociales.

Les femmes ont acquis un certain nombre de connaissances par la guerre et savent jouer des lois tribales pour devenir des médiatrices dans les conflits locaux. En 2022, à Arhab District, à Sanaa, elles ont réussi à faire échouer la destruction d'équipements agricoles vitaux pour l'accès à la nourriture de centaines de familles¹⁵³. De même, dans l'Hadramawt, huit femmes ont formé Hadramawt Women for Peace et ont réussi, par le biais d'un plaidoyer, à faire rouvrir la route d'Ash Shihr-Al Mukalla et l'aéroport Al-Riyan¹⁵⁴. Elles sont donc engagées dans le processus de paix et collaborent entre elles et avec d'autres organisations pour lutter contre la guerre. Elles ont ainsi développé une expertise et élargi le cadre de leurs connaissances pour la sécurité, la paix et l'égalité. Les initiatives féminines sont vitales pour la solidarité, tout en atténuant les risques et les menaces contre les femmes, en particulier les militantes.

151 Mutaher, Fatima, « New Networks in Women's Peacebuilding ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 15 octobre 2021

152 Ibid

153 A.D., « Les violences genrées en contexte de guerre: le cas des femmes yéménites déplacées ». *Institut du Genre en Géopolitique*, 1 décembre 2022

154 Mutaher, Fatima, « New Networks in Women's Peacebuilding ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 15 octobre 2021

Le conflit du Yémen permet aux femmes yéménites de s'approprier une capacité d'agir par le biais de ces initiatives, faisant, en creux, avancer leurs causes. De fait, certains rapports¹⁵⁵ montrent qu'elles affirment leur appartenance au Yémen grâce à des initiatives servant l'intérêt général, « rendant légitime leur revendication d'autonomie ». Ainsi, les femmes sont porteuses d'une société nouvelle au Yémen : cette appropriation de la capacité d'agir, bien que locale, est le symbole d'un bouleversement social du fait de cette progressive autonomisation. Ces initiatives émanant des femmes sont révélatrices de l'avènement de ces nouvelles formes d'autonomisation. Elles arrivent au moment où les restrictions sont de plus en plus violentes envers elles et visent en définitive à acquérir des droits supplémentaires du fait de leur appartenance à la nation yéménite. Les femmes tentent ainsi de s'imposer comme médiatrices neutres et légitimes afin d'améliorer, de concert, les conditions de vie de la société et les leurs. L'appartenance au Yémen devient une clé de négociation pour la paix, mais les femmes voient encore plus loin car elles prônent l'appartenance à la nation pour accroître leurs droits alors même que cet argument servait avant tout à limiter les femmes dans leur capacité d'agir par les contraintes traditionnelles. Ces projets féminins sont « les voix de la paix au milieu de la guerre » ; ils rejettent la violence de la guerre et appuient le maintien des femmes dans l'espace public, dans la vie politique et cela de manière durable.

155 A.D., « Les violences genrées en contexte de guerre: le cas des femmes yéménites déplacées ». *Institut du Genre en Géopolitique*, 1 décembre 2022

CONCLUSION

Ainsi, approcher la société civile comme une sphère publique, plutôt que de se concentrer uniquement sur les organisations établies, nous a permis d'élargir son champ d'action et de rechercher des approches originales aux problèmes rencontrés au Yémen dans l'élaboration du processus de paix. La société civile yéménite est bien actrice de la paix à l'échelle locale. Le processus de paix, dans son sens large, est aux mains des populations et seule cette appropriation pourrait permettre une paix durable. La société civile locale et expatriée devient donc un acteur pour la paix par cette capacité d'agir, de résister à la guerre. Par l'émergence de réseaux d'experts et de chercheurs, d'organisations et de groupes de citoyens, des liens se tissent et font avancer le processus. De manière collective, ils sont à la recherche de solutions et tentent d'interpeler la communauté internationale. Ces actions et ces initiatives, certes à échelle restreinte, résonnent à l'échelle nationale, voire internationale, et peuvent inspirer et mener à de nouveaux projets. Ces réactions en chaîne amorcent la reconstruction par l'impulsion de cette sphère publique. La participation au processus de paix a changé le rapport qu'entretient la société yéménite à son territoire. Les Yéménites n'ont plus le même rapport à l'espace : leur village, leur quartier devient un lieu à reconstruire et non pas un terrain d'affrontements. La paix, sa mise en place, engendre une nouvelle expérience de ces espaces. Bien que dans leur grande majorité, les acteurs non étatiques ne participent pas au processus en raison d'une impression de quelque chose qui les dépasse et sont épuisés par ces années de guerre, les projets pour la paix au Yémen n'ont jamais été aussi prolifiques. La distance avec le Yémen a permis, pour beaucoup de Yéménites expatriés, de faire connaître la guerre. De part ces liens, ces réseaux, ces projets et ces interventions, la société civile locale et expatriée parvient à se saisir d'une capacité de résister à la guerre et de faire advenir la paix. Au-delà de l'arrêt des combats, c'est toute l'identité yéménite que la société civile tente de rebâtir dans une société plus égale et inclusive qui saurait répondre aux besoins et aux exigences de chacun. En améliorant les conditions de vie des habitants, la société civile parvient par ces initiatives à réduire les tensions et à combler les fossés pour favoriser le vivre-ensemble. Le travail pour la paix au Yémen est encore long, d'autant qu'avec les récentes négociations, vient le temps de la vraie reconstruction, celle d'un avenir commun et elle ne pourra avoir lieu qu'avec l'intervention de chacun. Comme nous l'a récemment dit un interrogé, il est temps que le Yémen et les Yéménites « cherchent le futur ».

BIBLIOGRAPHIE

Al-Absi, Qabool, « Feeling Forgotten: Yemeni Refugees, Host Countries, and the UNHCR ». *Sana 'a Center For Strategic Studies*, 5 décembre 2022.

Al-Absi, Qabool, « The Struggle Far From Home: Yemeni Refugees in Cairo ». *Yemen Peace Forum*, 14 janvier 2021.

A.D., « Les violences genrées en contexte de guerre: le cas des femmes yéménites déplacées ». *Institut du Genre en Géopolitique*, 1 décembre 2022.

Al-Gawfi, Iman, Zabara, Bilkis, Philbrick Yadav, Stacey, « The Role of Women in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*.

Al-Hadheri, Samaher, Barbara Pernot, Morgann, « The Evolution of Yemeni Migration to Djibouti ». *Sana 'a Center For Strategic Studies*, 14 avril 2022.

Al-Jeddawy, Yazeed, « The Impact of the Yemen War on the Priorities and Needs of Youth ». *Sana 'a Center For Strategic Studies*, 12 janvier 2022.

Al-Katheri, Mohammed « Women in Hadramawt Organize to Alleviate Travel Restrictions, Providing a Model for Civic Engagement ». *Sana 'a Center For Strategic Studies*, 13 janvier 2022.

Alkubati, Maryam, « Women's Voices in Yemen's Peace Process: Priorities, Recommendations, and Mechanisms for Effective Inclusion ». *Sana 'a Center For Strategic Studies*, 25 janvier 2023.

Al-Khaled, Khaled, et Laurent Bonnefoy. « Yémen : d'inquiétantes dynamiques identitaires ». *AOC [Analyse Opinion Critique]*, juillet 2022.

Al-Kholidy, Maged, al-Jessawy, Yazeed, Nevens, Kate, « The Role of Youth in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*.

Ali Kalfod, Mohammed, « Yemen's Children Born and Raised in Displacement - The Yemen Review, July 2022 ». *Sana 'a Center For Strategic Studies*.

Al-Majali, Solenn, « A Precarious Refuge: Yemeni Asylum-Seekers in Jordan ». *Sana 'a Center For Strategic Studies*, 14 février 2022.

Bacqué, Marie-Hélène, et Carole Biewener. « L'empowerment, un nouveau vocabulaire pour parler de participation ? : » *Idées économiques et sociales*, vol. N° 173, no 3, septembre 2013, p. 25-32.

Baczko, Adam, et Gilles Dorronsoro. « Pour une approche sociologique des guerres civiles ». *Revue française de science politique*, vol. 67, n° 2, 2017, p. 309.

Balghaith, Mehdi, Al-Adwar, Sadam « The Impact of War on Civil Society Organizations in Marib ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 27 janvier 2022.

Bonnefoy, Laurent, et Khaled Al-Khaled. « « L'identité yéménite », un hashtag qui relance le débat sur la nation ». *Orient XXI*, 15 février 2023.

Bonnefoy, Laurent, « Yémen : une guerre par procuration ? », *Politique Internationale*.

Burgat, François, Laurent, Bonnefoy. « Le Yémen : entre intégration politique et spirale de la (contre-) violence ». 2008.

Butler, Judith Pamela, Nordmann, Charlotte, « Ces corps qui comptent: de la matérialité et des limites discursives du sexe ». Éd. Amsterdam, 2009.

Diamond, Larry Jay. « Toward Democratic Consolidation ». *Journal of Democracy*, vol. 5, n° 3, 1994, p. 4-17.

Destremau, Blandine. *Femmes du Yémen*. 1. éd, Éd. Peuples du Monde, 1990.

Du Bois, W. E. B. *The souls of Black folk*. Dover, 1994.

Elayah, Moosa, Willemijn, Verkoren. « Civil Society during War: The Case of Yemen ». *Peacebuilding*, vol. 8, n° 4, octobre 2020, p. 476-98.

Fassin, Didier, « La raison humanitaire: une histoire morale du temps présent ». Gallimard : Seuil, 2010.

Ghanem, Manal, « In Endless Pursuit of Refuge ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 24 décembre 2021.

Grabundzija, Maggy, et al., éditeurs. « Société civile, associations et pouvoir local au Yémen : Actes de la Table Ronde « Société civile, citoyenneté et pouvoir local » », *Sanaa, 1–3 juillet 2006*. Centre français de recherche de la péninsule Arabique.

Heinze, Marie-Christine, Strzelecka, Ewa, « The Role of the Diaspora in Peacebuilding in Yemen. Potentials and Opportunities, Challenges and Constraints », *CARPO*.

Jaensch Jena, « Une place à la table des négociations : comment les femmes construisent la paix au Yémen », 2022, Peace Track Initiative

Kebfene, Moundiné, « La théorie des capacités d'Amartya SEN Epistémologie et Applications à la qualité de vie dans le contexte des inégalités de santé ». 1. Aufl, Presses Académiques Francophones, 2014.

Klein, Asmara, et al. « Les bonnes pratiques des organisations internationales ». Sciences po, les presses, 2015.

Lavrilleux, Ariane. « Armement. Guerre au Yémen « made in France » ». *Orient XXI*, 29 septembre 2022.

Mermier, Franck. « Yémen, écrire la guerre ». Classiques Garnier, 2018.

Mutaher, Fatima, « New Networks in Women's Peacebuilding ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 15 octobre 2021.

Poirier, Marine. « Faire revivre le parlement dans le Yémen en guerre: Conflits de légitimité et luttes pour le monopole de la représentation ». *Mondes arabes*, vol. N° 2, n° 2, décembre 2022, p. 21-45.

Poirier, Marine, « De la formation de l'exopolitie à l'entretien de l'endopolitie. Le Yémen en guerre au prisme des circulations transnationales de ses élites politiques », 2022

Poirier, Marine, « Politics despite the War: Yemeni Political Elites in Cairo ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 19 juillet 2022.

Qassim, Abdulkarim, Amin, Loay, Transfeld, Mareike, Strzelecka, Ewa, « The Role of Civil Society in Peacebuilding in Yemen », *CARPO*.

Sanaa Center, « Workshop Tackles Peace Priorities from Yemeni Women's Point of View ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 20 septembre 2022.

Sanaa Center, « Priorities in Marib: A Sana'a Center Workshop ». *Sana'a Center For Strategic Studies*, 15 août 2022.

Sanaa Center, « Fighting Escalates on Multiple Fronts - The Yemen Review, March 2023 ». *Sana'a Center For Strategic Studies*.

Scott, James C. « Infra-politique des groupes subalternes ». *Vacarme*, vol. 36, no 3, 2006, p. 25.

Stadnicki, Roman. « Villages en chantier: le retour de l'initiative locale dans les montagnes yéménites ». *Moyen-Orient*, janvier 2020.

Toal, Gerard. *Critical geopolitics: the politics of writing global space*. University of Minnesota Press, 1996.

Transfeld, Mareike, Heinze, Marie-Christine, « *Understanding Peace Requirements in Yemen* », *CARPO*.

ANNEXES

Listes des entretiens tenus par Zoom ou autres supports :

Parmi les organisations :

- Peace Track Initiative - Linda al-Obahi
- Pulse For Social Justice - Basheer al-Mohallal
- Salam for Yemen - Sadek Alsaar
- DCAF - Khaldoon Bakahail

Parmi les chercheur.e.s :

- Roman Stadnicki
- Marine Poirier
- Marie-Christine Heinze
- Laurent Bonnefoy
- Adlène Mohammedi
- Khaled al-Khaled

Parmi la population yéménite locale ou expatriée (certains noms ont pu être changé à la demande de l'interrogé.e):

- Nadia Ruminy
- A.* (relai d'autres témoignages dont nous n'avons pas les identités)
- M.M.*
- Mustafa Bahran

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : *La situation yéménite au début de l'année 2023 : une guerre qui a fragmenté le territoire national*

Figure 2 : *Liens et réseaux entre la population du dedans et celle du dehors du Yémen : l'agentivité par l'interconnexion*

TABLE DES MATIERES

Introduction	4
Partie I Compilation de regards yéménites sur le processus de paix.....	12
1. Des regards sur la guerre avant d'être des regards sur la paix	14
1.1. Des temporalités différentes et floues de la guerre yéménite.....	14
1.2. Un conflit multiscalaire qui nécessite un processus de paix adapté.....	16
1.3. Présentation de la scène activiste du processus de paix yéménite.....	19
2. Une paix attendue mais introuvable : analyse discursive d'un processus	22
2.1. Analyse de la situation au prisme des regards yéménites.....	22
2.2. Le sentiment d'oubli de nombreux yéménites engendre un fort ressentiment	23
3. Des attentes de paix croisées entre les différents types d'acteurs interrogés	25
3.1. Arrêt des combats, accord politique et stabilité	25
3.2. L'amélioration de la situation économique.....	26
3.3. La reprise des services sociaux offerts par l'État.....	28
Partie II L'ici et le là-bas : une donnée influente sur l'appropriation du processus de paix par les acteurs de la société civile	31
1. Les freins de l'appropriation du processus de paix	33
1.1. La guerre factrice de fragmentation sociale, identitaire et territoriale.....	33
1.2. Une distance à double tranchant	36
1.3. Un État défaillant voire inopérant.....	40
2. La population civile locale et la diaspora : une relation fondée autour du processus de paix	43
2.1. Cartographie des flux et des articulations entre le Yémen et l'extérieur.....	43
2.2. L'apport de ces flux au processus de paix et à la résilience des populations locales	47
2.3. Les initiatives de la population civile et des expatriés pour la paix	49
3. Le processus de paix entrepris par les professionnels de la société civile aussi bien de l'intérieur et que de l'extérieur.....	53
3.1. Émergence et présence des organisations de la société civile yéménite agissant pour la promotion de la paix.....	53
3.2. Des actions concrètes pour la paix : les OSC, un moyen de décupler la capacité d'agir des acteurs non-étatiques.....	55
3.3. Critiques envers la société civile professionnelle.....	59
Partie III L'appropriation du processus de paix : bien plus qu'un arrêt des combats	62
1. Comprendre la guerre pour faire émerger la paix : une étape préparatoire et décisive	64
1.1. Le Sana'a Center et le Yemen Policy Center : deux Think Tanks pour comprendre la guerre	64

1.2. Les activistes yéménites : faire connaître la guerre, la dénoncer par les réseaux sociaux	66
2. Refaire société plutôt que résoudre la guerre : le défi des populations ?	69
2.1. Un processus approprié par l'échelle régionale qui occulte la possibilité pour la population civile d'y participer.....	69
2.2. Un rôle avant tout de maintien, de promotion et de durabilité de la paix.....	70
3. Faire advenir une société égalitaire et sans violence : l'émergence des femmes entre militantisme et écrasement social	73
3.1. La pertinence de la dimension genrée dans le processus de paix au Yémen.....	73
3.2. Les restrictions sociales propres aux femmes qui limitent leur capacité d'action.....	75
3.3. Les femmes : restaurer la capacité à exister en communauté dans une société où les femmes ont leur place.....	77
Conclusion	80
Bibliographie	81
Annexes	85
Table des figures.....	86
Table des matières	87